



# L'ACTION FRANÇAISE

2  
0  
0  
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2743 | 62<sup>e</sup> année | Du 6 au 19 mars 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

## TOUCHE PAS À MON POTE

Un jour, on apprend que le président de la république française (chassez le naturel, il revient au galop) a injurié ordinairement un quidam qui, à l'occasion du rite républicain du serrement de mains, avait prétendu ne pas se faire toucher par lui. Fort bien !

Quelque temps après – c'était lundi matin – j'ai entendu à la radio une des choses rendues des plus drôles par cette circonstance. Le journaliste de service annonce que l'ambassadeur de France à Berlin a reçu sans doute la plus étrange mission de sa carrière, peut-être même la plus étrange qu'onques reçut ambassadeur en poste. Convoqué par le chancelier allemand, dame Merkel, le malheureux devait faire connaître à son vibrant président le désir explicite de la dame que, lors de leur prochaine rencontre, celui-ci ne la touche pas. On croit rêver, mais rien n'est plus vrai.

Et c'est alors qu'on s'avise qu'effectivement le magistrat suprême de cette navrante république (l'un des mieux élus à cette fonction) étirent, palpe, tripote ses interlocuteurs, comme pour s'assurer de la qualité.

Mais, là, ça y est : on ne peut s'empêcher d'entendre d'ici l'injure fuser. Au féminin, ce qui est bien pire ! Nous avons déjà connu l'inculture absolue au pouvoir. Voici maintenant la vulgarité absolue. Que Merkel se méfie ! En attendant, on pense avec horreur à ces barbares pratiques de certains monarques de l'Antiquité, qui faisaient exécuter sur-le-champ les porteurs de mauvaises nouvelles. Je ne connais pas cet ambassadeur, mais je lui conseillerais de se méfier.

DIOGÈNE

La république instrumentalise les plus précieuses libertés

## Les communes

# dépossédées par la démocratie



Pages 2 et 16

## Lettre ouverte à M. Vojislav Kostunica, Premier ministre de Serbie

Raisons d'A.F.

Monsieur le Premier ministre,

Il n'est personne d'une conscience morale même moyenne, et capable de penser le politique en dehors des schémas primaires imposés par l'hystérie médiatique, qui ne soit bouleversé par le processus de proclamation unilatérale d'indépendance de la province serbe du Kosovo-Métochie, parachevé par la reconnaissance des États-Unis d'Amérique et des roquets empressés de l'Union européenne.

À l'égard de la Serbie, ces événements odieux nous inspirent des sentiments mêlés de respect, d'admiration et, oserais-je le dire dans une telle situation, d'envie et, mieux encore, d'espérance.

Que la Serbie, que le gouvernement que vous présidez n'aient, à aucun moment, face au complot mondialiste, envisagé la moindre transaction concernant la souveraineté de l'État sur l'ensemble de son territoire, concernant l'honneur du peuple serbe poursuivi jusque dans ses foyers par des violences abominables, voilà bien de quoi justifier le sentiment de respect que nous éprouvons d'abord.

Quant à la réaction de votre peuple, uni dans un malheur et soudé par une épreuve dont il n'est guère d'autres exemples, elle apparaît comme un admirable ressourcement de son identité nationale.

Mais, Monsieur le Premier ministre, si nous partageons le deuil de la Serbie, si nous tenons à lui dire tout notre attachement et, dans la faible mesure de nos moyens, notre volonté de l'aider à surmonter ses difficultés actuelles, si nous souhaitons que chaque Serbe puisse ressentir le courant de fraternité qui passe de nous vers vous, nous pensons aussi que la situation faite à votre pays peut conduire à un point de rupture politique favorable au plus haut intérêt des nations européennes et de la France en particulier.

Car la prétention et l'incohérence de l'U.E. sont telles, qu'au moment où les autorités, dites par antiphrase "européennes", s'alignaient servilement sur la position anti-serbe des États-Unis, elles prétendaient en même temps favoriser l'adhésion de la Serbie au monstre dirigé de Bruxelles. Comme s'il allait de soi qu'aucun bien supérieur à cette ad-

hésion ne pouvait exister pour un État européen ! Qu'aucun prix n'était trop cher payé pour y parvenir ! C'était donc : indépendance du Kosovo contre adhésion facilitée à l'U.E. Vous répondiez : aucune adhésion à l'U.E. au prix de l'indépendance du Kosovo.

Certes, même chez vous il existe une coterie européiste que les scrupules n'embarrassent pas. Mais, ayant compté vos amis et vos ennemis, vous avez ouvert une autre voie. Votre entente avec la Russie, qui a fait preuve d'une fidélité sans faille, et qui a le droit, elle aussi, de défendre ses intérêts en Europe, est déjà une brèche dans le mur de l'euro-atlantisme.

La stabilité dans les Balkans, bien sûr, mais aussi l'indépendance européenne, la véritable prospérité, la paix, c'est d'abord contre l'infamie trio Bruxelles-Strasbourg-Francfort. Puissent, à votre exemple, les autres États européens le comprendre.

Soyez assuré, Monsieur le Premier ministre, de ma haute considération.

PHILIPPE CHAMPION



### ■ DIPLOMATIE

L'addition des gaffes qu'il commet témoigne de l'inanité de son action au Quai d'Orsay :

**Le vrai Bernard Kouchner**

PAGE 5

### ■ BIOÉTHIQUE

La marchandisation de l'humain est en voie d'achèvement ; l'appétit des loups déguisés en agneaux se réveille :

**L'effrayante "morale"**

PAGE 6

### ■ MÉMOIRE

Une nouvelle édition de ses écrits salue le 10<sup>e</sup> anniversaire de sa mort :



**Ernst Jünger, écrivain et guerrier**

PAGE 11

HOMMAGE

Nicolas Sarkozy a rendu hommage le 23 février dernier lors d'une cérémonie au mont Valérien à Honoré d'Estienne d'Orves : « Il était un homme



droit, un homme juste. À l'heure de mourir, cette figure lumineuse pensa au pardon et à la paix... » Pour ne pas toucher au tabou de l'histoire officielle, le Président s'est gardé d'évoquer les engagements catholique et royaliste du grand Français.

CANDIDATS ROYALISTES

Un certain nombre de militants royalistes seront présents sur des listes d'union aux prochaines élections municipales, notamment en Haute-Normandie, en Picardie et en Auvergne. Ayant de bonnes chances d'être élus, ils envisagent de créer une structure de travail commune regroupant les élus locaux monarchistes.

VILLIERS AU GOUVERNEMENT

On parle de plus en plus d'une entrée du souverainiste Philippe de Villiers au gouvernement, au poste de ministre de l'Agriculture. Reste à savoir ce que ses électeurs et ses militants penseront de son retour dans le système.

PIERRE LAFARGE

Didier Béoutis Réveiller les Parisiens

■ Ancien élève de l'ENA, ancien conseiller de Paris, ancien maire adjoint du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris et actuel conseiller du même arrondissement, Didier Béoutis préside le Cercle Alexis de Tocqueville. À nouveau candidat sur la liste UMP de son arrondissement, menée par Véronique Vasseur, il revient pour nous sur les enjeux des scrutins des 9 et 16 mars dans la capitale.



L'ACTION FRANÇAISE 2000 – Comment expliquez-vous le net recul de la droite à Paris depuis une dizaine d'années ?

DIDIER BÉOUTIS – La droite parisienne a bénéficié, durant dix-huit ans, d'un grand fédérateur en la personne de son maire Jacques Chirac. Son départ, en 1995, a laissé un vide certain. En outre, les municipalités, de 1977 à 2001, ont privilégié les équipements de proximité, les réponses aux besoins des familles et des classes moyennes, sans bien mesurer la mutation sociologique des Parisiens qui a conduit à l'éclosion du phénomène des "bourgeois-bohèmes", célibataires ou couples sans enfant, disposant de revenus, demandeurs et consommateurs de manifestations conviviales.

Le recul de la droite à Paris peut être enrayé si nous revenons à une véritable politique en faveur des familles et des classes moyennes, qui font la cohésion d'une société, mais s'accompagnant d'un projet répondant aux nouvelles attentes des Parisiens en matière culturelle et de convivialité. Vous connaissez la fable de Jean de La Fontaine *Le Loup devenu berger*. Endossant un hoqueton, le loup a pris la place du berger endormi, pour abuser ses brebis. Celles-ci finissent par remarquer la substitution. Réveillons-nous et montrons aux Parisiens, sociologiquement à droite, que

nous sommes les plus aptes à les mobiliser et à les représenter !

Delanoë entre deux écueils

L'AF 2000 – Le nombre de listes "divers droite" dans la capitale laisse rêveur. Se dirige-t-on vers un émiettement de la droite parisienne ?

D.B. – Ce qui pourrait au contraire laisser rêveur, c'est l'unité de la droite parisienne. Celle-ci a su faire l'union autour de Françoise de Panafieu. Ses concurrents lors des "primaires parisiennes" de l'UMP, Claude Goasguen, Pierre Lelouche et Jean Tiberi, ainsi que Bernard Debré, qui a longtemps fait figure d'opposant, figurent tous sur les listes UMP, les trois premiers d'ailleurs comme têtes de listes.

Les listes "divers droite" émanent non pas de personnes ayant des options politiques différentes, mais de personnes qui, pour différentes raisons, n'ont pas été retenues sur les listes de l'UMP. Ce type de candidature est inévitable. Il y en a toujours eu et il y en aura toujours. Cela dit, on ne se trouve heureusement plus dans la situation de 2001 où, dans chaque arrondissement, des listes dissidentes conduites par le maire sortant s'affrontaient aux listes investies par le RPR et l'UDF. Sur le 13<sup>e</sup> arrondissement, la droite

parisienne, dans toute sa diversité, a su faire l'union sur la liste menée par Véronique Vasseur et Patrick Mège, liste sur laquelle je figure.

L'AF 2000 – Le MoDem tendance Marielle de Sarnez semble avoir décidé de s'allier avec Bertrand Delanoë. Celui-ci va-t-il délaisser son alliance avec les Verts au profit d'une majorité de centre gauche ?

D.B. – Il faudrait poser la question à M. Delanoë... qui serait bien embarrassé pour vous répondre. Le choix de l'alliance au deuxième tour va constituer pour le maire sortant une véritable difficulté. Pour avoir vécu la dernière mandature comme élu d'opposition dans le 12<sup>e</sup> arrondissement, je peux affirmer que la majorité plurielle Socialistes-Verts-communistes a été, tout au long de la mandature, très fragile et difficile. Une alliance entre les socialistes parisiens et le MoDem, qui rassemble dans sa grande majorité une électorat de droite, me paraît aller encore plus contre nature... Le timonier du bateau "Ville de Paris" ne pourra échapper à l'un des deux écueils, le MoDem-Charybde ou les Verts-Scylla. Je rappelle que Charybde symbolisait le tout ou rien, la mort pour tous ou la vie pour tous, et Scylla la mort certaine pour une partie de l'équipage, mais la vie pour les autres...

L'AF 2000 – Dans votre arrondissement, on a vu se constituer une liste à forte identité asiatique. Doit-on s'inquiéter d'une dérive communautariste en plein cœur de la capitale ?

D.B. – L'importance de la population d'origine asiatique dans le 13<sup>e</sup> arrondissement pourrait en effet laisser entrevoir un vote communautaire. Une liste "asiatique" s'est déjà présentée dans l'arrondissement, en mars 1989. Elle n'a obtenu que 250 voix, chacun des 39 candidats n'ayant donc réussi à attirer que son entourage le plus immédiat. Il n'existe pas en effet, dans l'arrondissement une communauté asiatique unique, mais de nombreuses petites communautés ayant des origines nationales, géographiques ou linguistiques différentes. J'espère que les électeurs d'origine asiatique sauront se déterminer en fonction des projets globaux qui leur sont présentés, et non sur la base du nombre d'asiatiques présents sur les listes... Il y a certes, depuis plusieurs années, une tendance à la communautarisation de la vie politique française, mais qui doit être combattue. Il doit être de l'honneur de chaque candidat de proposer un projet global, non des réponses particulières destinées à des publics spécifiques.

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE LAFARGE

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris  
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63  
www.actionfrancaise.net  
redaction@actionfrancaise.net  
secretariat@actionfrancaise.net  
abonnements@actionfrancaise.net  
ISSN 1166-3286

Directeur : Philippe Champion  
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux  
Politique : Pierre Lafarge (chef de rubrique), Georges Ferrière.  
Étranger : Pascal Nari, Sébastien de Kererro.  
Économie : Henri Letigre.  
Enseignement, famille, société : Michel Fromentoux (chef de rubrique), Aristide Leucate, Guillaume Chatizel.  
Médecine : Jean-Pierre Dickès.  
Livres : Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico, François Roberday.  
Culture : Renaud Dourges, Monique Beaumont, Alain Waelkens.  
Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin.  
Histoire : Francis Venant (chef de rubrique), René Pillorget.  
Art de vivre : Pierre Chaumeil.  
Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger.  
Médias : Denis About, Arnaud Naudin.  
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.  
Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

Les communes dépossédées par la démocratie

Les élections municipales sont assurément celles qui devraient offrir au citoyen l'occasion d'être fier et heureux d'exercer son droit de vote. On ne peut pas dire que ce soit le cas actuellement...

Nous rappelons en page 16 comment au Moyen-Âge sont nées les communes sous la protection et avec l'encouragement constant du roi capétien. Jusqu'à la Révolution c'était le privilège des villes que de s'administrer. Chacune avait son échevinage élu par les notables et formé du Conseil de ville (ou de la Communauté de ville), avec le maire. La population était très souvent appelée à voter : on évoque souvent, dans les villages, ces assemblées du dimanche après la messe où les pères de famille, parfois aussi les mères, étaient appelés à se prononcer sur tel ou tel point d'intérêt général. On s'y montrait même fort jaloux de tels privilèges (au vrai sens du mot : *lois privées*) à tel point que Frédéric Mistral a pu écrire que nos ancêtres, « lorsqu'ils sentaient le droit dedans, savaient laisser le roi dehors ».

Tout poussait les habitants de la ville à s'intéresser concrètement aux affaires de leur ressort. On apprenait dans la commune à s'élever à la notion de bien commun, au sens du dévouement, de la solidarité, du don de soi, et, de là, l'on s'ouvrait à la notion de bien commun de la patrie.

Une telle vie municipale était riche de culture autant que d'activité économique. N'oublions jamais que c'est en considérant les grandes liber-

tés dont jouissaient jadis les pêcheurs de sa ville natale de Martigues, que Maurras découvrit qu'un tel foisonnement de libertés à la base ne pouvait se concevoir que sous l'égide d'un pouvoir fort et indépendant au sommet, celui du Roi.

La condition de maire

Depuis que la République sévit, elle s'est toujours montrée sourcilieuse à l'égard de ces petites communautés du pays réel et n'a eu de cesse de faire des disputes pour la conquête du pouvoir la trame de la vie publique. Ainsi les villes sont-elles devenues des tremplins pour tel ou tel ambitieux avide de s'imposer dans la région puis la nation, et les grandes et concrètes libertés de jadis ont été confisquées par les charlatans des partis.

Ajoutons à cela que le pouvoir central, même quand il semble desserrer la bride, s'arrange toujours par les biais des subventions pour faire pression sur les élus locaux. En outre, les lourdeurs administratives s'aggravent d'année en année ; la loi de décentralisation de 1982 n'a pas amélioré la condition des maires : ceux-ci voient augmenter considérablement les risques que leur responsabilité pénale soit engagée en matière d'hygiène, de sécurité, de pouvoirs de police, ou en cas d'accident. Même en matière de liberté d'administration, on a vu en novembre dernier l'asso-

ciation des Maires de France se plaindre de manquer d'une véritable autonomie fiscale. Sans compter que l'intercommunalité déplace le vrai centre du pouvoir et que les maires de petites communes craignent d'être dépossédés de leur mandat, et leurs électeurs dépossédés de leurs libertés propres. Ainsi de foyers d'amitiés, les communes sont-elles souvent devenues des foyers de sorcides rancunes. Si l'on en croit *Historia* de ce mois de mars, selon une récente enquête la moitié des maires en fonction depuis 2001 ne souhaitaient pas se représenter en 2008...

Que les élections municipales de ce dimanche n'aient rien d'emballant ne doit pas pour autant nous pousser à les bouder. Tenons-nous en à ce qu'écrivait Maurras dans *L'Action Française* du 20 mai 1929 : « Parisiens et provinciaux doivent voter, et bien voter. Quant à savoir où est le bien, chacun dans son canton est mieux à même de le dire que n'importe quel comité parisien. Faire de la politique quand il le faut ; s'en garder, en garder les autres partout où cela est possible, élire le plus grand nombre possible d'honnêtes gens pour la garde et le maintien de la police locale et des deniers publics ; se rallier à tout ce qui combat effectivement l'influence de sans-patrie et les gaspillages de l'étatisme municipal, ce sont les principes fondamentaux. »

MICHEL FROMENTOUX

# J'accuse !

Une offensive a été lancée par M<sup>me</sup> Laurence Parisot, passionaria ultra libérale et internationaliste du MEDEF, pour détruire définitivement la vieille tradition de ce capitalisme français de père de famille incarné par le syndicat des patrons de la métallurgie (UIMM), et cela au nom d'une pseudo-demande de transparence.

## Ébullition dans le petit monde du patronat français

Il est sûr que cette affaire de la cassette de nos métallurgistes à de quoi nous intriguer. On serait tenté de crier, trop rapidement peut-être, « **À bas les voleurs !** » mais ne nous précipitons pas... Les voleurs semblent plus être dans cette mafia financière apatride, à la solde de Wall Street et de Francfort, que chez les derniers tenants d'une tradition humaine de la production issue du colbertisme.

## Des faits troublants !

Souvenons-nous. Fin septembre, la presse dévoilait l'existence d'une caisse noire à l'UIMM. Celle-ci aurait été constituée à la suite des événements du mois de mai 1968 et aurait été gracieusement remplie au fil des années, alors que dans le même temps d'étranges retraits en liquide étaient orchestrés vers



Le ministre **Éric Woerth** soutient la direction du MEDEF...

d'heureux bénéficiaires, aussi inconnus à ce jour que les charitables donateurs. On évoquait alors la possibilité que ces fonds

aient pu servir à financer des syndicats en charge de représenter les travailleurs et ainsi, d'acheter leur silence et leur inaction.

Une information judiciaire pour abus de confiance visant Denis Gautier-Sauvagnac, alors président de l'UIMM, était ouverte le 4 décembre à la suite de ces retraits de fonds suspects, qui dépassent au total les 20 millions d'euros. Ce même jour, Gautier-Sauvagnac, dans une



« J'accuse Laurence Parisot de vouloir anéantir cette forme de capitalisme français qui a fait la force de notre pays. »

lettre aux syndicats de salariés, qu'il adressait « **à la suite des informations parues dans la presse, sans que celles-ci fassent le plus souvent l'objet de vérification préalable** », jugeait utile de préciser un certain nombre de points : il « **n'y a jamais eu à l'UIMM de corruption ou d'achat de signatures syndicales dans les années écoulées** » et « **la sincérité des accords passés dans la branche ne saurait donc être entachée** ». Il se refusait cependant toujours à révéler au nom de "l'intérêt général" les destinataires des importants retraits de fonds en liquide effectués sur des comptes de son organisation entre 2000 et 2007. Denis Gautier-Sauvagnac démissionnait de la présidence de l'UIMM tout en devenant cependant son délégué général.

L'affaire suivait son cours jusqu'à ce dimanche 2 mars. Ce jour-là, dans un entretien au *Journal du Dimanche*, Laurence Parisot, élue en 2005, sans le soutien de l'UIMM, la plus riche et la plus puissante fédération du Medef - le bon sens français ne pouvant s'allier aux partisans du mondialisme -, affirme avoir demandé « **solennellement à tous les membres de l'UIMM qui exercent des mandats nationaux dans des institutions au nom du Medef de remettre immédiatement leur mandat à la disposition du Medef** ». Cela en réaction à l'annonce d'une indemnité de départ de 1,5 million d'euros obtenue par ledit Denis Gautier-Sauvagnac.

## L'offensive apatride

Ces propos faisaient écho à ceux qu'elle avait tenus la veille sur France 2, où elle dénonçait un comportement « **méprisant et méprisable** », « **Trop, c'est trop. Je ne décolère pas** », ajoutait-elle, concluant que tout cela « **abîme l'image des entreprises, du Medef, mon image** ». Sur ce dernier point il vrai que nous sommes sensibles à l'image d'une personne qui, pour ne pas parler d'autres sujets, pense que le mondialisme financier est la voie de salut de notre humanité...

La réponse ne se fit pas attendre. Après deux heures de réunion de crise, ce lundi 3 mars, la dizaine de dirigeants de l'UIMM a donné sa réponse tant à la crise des indemnités qu'aux propos de Parisot. Un réexamen des conditions de départ de Gautier-Sauvagnac a été réalisé : le parachute doré de 1,5 million d'euros devrait donc être revu à la baisse. En revanche, hors de question de céder devant la dureté des propos et la colère de la dame, chantre d'un capitalisme apatride, opposé semble-t-il à toute protection de l'industrie nationale. Le président de l'UIMM a aussi annoncé le départ de Denis Gautier-Sauvagnac et de Dominique de Calan, délégué général adjoint. Dans la foulée,

l'UIMM sera en outre très prochainement réorganisée dans ses structures et modes de fonctionnement.

Les Français honnêtes ont besoin de savoir qui sont les voleurs dans cette affaire et où est passé l'argent de la cassette. Mais attention il serait trop rapide et trop simple d'accuser ceux qui conservent une méthode de direction fondée sur la proximité et le rapport humain. L'enquête judiciaire nous dira peut-être, à la lumière des faits, qui est coupable et de quoi.

## Le bon camp

En attendant, j'accuse Laurence Parisot de vouloir anéantir cette forme de capitalisme français qui a fait l'originalité et la force de notre pays et que veulent détruire les multinationales auxquelles elle est liée.

Je l'accuse d'exploiter cette affaire pour assurer son hégémonie et celle de ses compères sur le patronat national.



Denis Gautier-Sauvagnac

Je l'accuse, enfin, de se servir de ce fait mineur, monté en épingle, pour effacer au profit d'un mondialisme anglo-saxon ce qui a fait notre richesse nationale dans la ligne de Colbert.

Il n'est pas étonnant que dans cette entreprise elle ait reçu le soutien du ministre Éric Woerth, ainsi que celui du parti présidentiel. À l'heure où nous ne sommes même plus maîtres de notre monnaie, et où notre économie est attaquée de toute part, cette attitude n'a qu'un nom : la trahison.

GUILLAIN LAHIRE

On fustige parfois, à bon droit, une opinion publique indécise, changeante... Concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM), il faut bien admettre pourtant que les Français savent ce qu'ils veulent : ils tolèrent les OGM dans les tubes à essais et les laboratoires, surtout s'il s'agit de laboratoires publics. Mais ils ne veulent pas d'OGM dans leurs champs ni dans leurs assiettes et ils ne veulent pas que les biotechnologies, qui donnent à l'homme un pouvoir important et éventuellement irréversible sur la nature, soient utilisées aux seules fins mercantiles de semenciers ou de marchands de pesticides internationaux.

Les sondages qui se sont succédés donnent presque toujours les mêmes résultats : plus de deux tiers des Français veulent pouvoir choisir entre des aliments avec ou sans OGM ce qui, implicitement, indique que leur préférence irait vers les aliments sans OGM. Les Français n'ont pas attendu le Grenelle de l'environnement pour comprendre ce que signifie le "principe de précaution"...

## Incohérence

Et malgré cette constance de l'opinion publique, on assiste, depuis bientôt vingt ans, aux vagues hésitations des gouvernements successifs. Le dernier en date n'échappe pas à la règle : début février, il interdisait, au nom du principe de précaution, la culture du maïs MON810, de la firme Monsanto, seul OGM cultivé en France, qui représente moins de 1 % des surfaces de maïs plantées dans l'Hexagone. José Bové criait victoire pendant que les gros céréaliers s'étranglaient de colère. Mais dans le même temps, un projet de loi indignait les anti-OGM en proposant de créer un "Haut conseil des biotechnologies" dont la direction serait confiée aux seuls scientifiques.

Cette politique incohérente masque difficilement la perte de souveraineté de la France dans ce domaine. À cause de l'Europe mais également à cause d'une mondialisation qui standardise et mélange les produits, ce n'est pas à Paris que se décide l'avenir des OGM. Et la prochaine supercherie est déjà en chantier : on s'apprête à autoriser un étiquetage "sans OGM" pour les produits qui en contiennent moins de 0,9 %. En volapük, "sans" signifie "un peu".

GUILLAUME CHATIZEL

## NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ Nous lançons avec ce numéro une nouvelle souscription pour 2008. Les charges que doit supporter un journal politique indépendant ne cessent de s'alourdir. Pour nous permettre de faire vivre et progresser *L'Action Française* 2000 nous aurons besoin de 50 000 euros.

50 000 euros ? Eh oui ! C'est possible ! Si 500 militants, adhérents, abonnés ou simples lecteurs, intéressés par notre méthode de pensée, versent chacun 100 euros, notre journal sera

# 100 euros pour l'Action française

dégagé de ses soucis financiers. Le 20 mars 1908 sortait le premier numéro de *L'Action Française* quotidienne, définissant le nationalisme intégral et appelant à une œuvre de reconstitution nationale. 100 eu-

ros, c'est donc tout simplement un euro par année consacrée à servir la France !

100 ans après, un renouveau se dessine. Relevant le flambeau tenu par Pierre Pujo jusqu'en novembre dernier, de

nouvelles collaborations sont venues rejoindre l'équipe rédactionnelle du journal sous la direction de Philippe Champion, tandis que de plus en plus de jeunes adhèrent au mouvement. Aidez-nous à ne pas les décevoir.

MARIELLE PUJO

\* Prière d'adresser vos dons à M<sup>me</sup> Geneviève Castelluccio, *L'Action Française* 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Comme lors de sa visite dans le Hedjaz, Sarkozy va en Afrique en même temps que G.W. Bush. L'édile le plus américain de l'oligarchie française marche dans les pas de son véritable maître sans doute pour faire savoir que la France n'a plus sa place en Afrique, mais qu'en revanche l'Afrique est toujours la bienvenue sous nos latitudes. Nouveau riche sans complexes, il use de ses fonctions comme d'un passe-droit pour présenter les personnalités africaines les plus en vue à sa future ex-femme : ainsi s'est-il une fois de plus couvert de ridicule lors de sa visite à Nelson Mandela, dernier stalinien du continent africain.

**C'EST VOUS  
QUI N'ALLEZ PAS**

Lors du vin d'honneur à l'issue d'une remise de décorations en présence d'Hervé Morin, chef du parti-croupion Nouveau centre des barons de pieds vendus à Sarkozy, un général aurait répondu à la question de son ministre de tutelle quant au bon déroulement de la cérémonie : « **C'est vous qui n'alliez pas, M. le Ministre** ». Cette anecdote rend bien compte du moral de l'armée.

**LA GRANDE  
MUETTE GRONDE**

Lors de l'audition des Conseils de la fonction militaire et du Conseil supérieur de la fonction militaire, la fronde des armées a éclaté au grand jour, particulièrement quant aux privilèges dont jouirait la Gendarmerie. Diminution des effectifs, gel des émoluments, blocage du budget militaire, inquiétudes liées au Livre Blanc dont les premiers éléments ont été connus après des fuites qui augurent les pires orientations, déjà prévues par le Livre vert, la communauté de la Défense est en ébullition. Ignorant à quelle sauce elle va être mangée, elle sait quel sera le plat de résistance des tambours de guerre atlantistes.

**LES ABANDONS  
DU LIVRE BLANC**

Le Livre blanc a fait l'objet d'un point de situation par le président de la commission ad hoc dont cette administration a le talent. Entre 35 et 60 000 postes seront supprimés sur les quelque 340 000 militaires que comptent les Forces armées, le second porte-avion est abandonné, la composante nucléaire aéroportée sera réduite d'un tiers et plus généralement le budget de la Défense sera durablement gelé à son niveau actuel, équivalant à 1,8 % du PIB. L'outil militaire n'est pas seulement amplement « dégradé » comme le disent les commentateurs, il est compromis, ainsi que notre défense et partant notre diplomatie. Mais n'est-ce pas le but recherché ?

S. de K.

**Le sang coule à Gaza**

C'est à une véritable guerre que le monde assiste actuellement à Gaza. La toute relative accalmie qui était intervenue lors de l'ouverture des frontières de ce petit territoire avec l'Égypte n'est désormais qu'un lointain souvenir.

**Le régime  
de Téhéran qui attise  
le feu devrait  
bénéficier de la crise.**

Depuis trois jours et jusqu'à ce lundi matin, le nombre des morts, côté palestinien, s'approche de la centaine, dont plusieurs femmes et enfants, et les frappes ciblées israéliennes ont détruit jusqu'aux bureaux, vides évidemment, du chef du Hamas, Ismaël Haniyeh. Les dégâts sont immenses.

De leur côté, les activistes du mouvement islamiste continuent à tirer plusieurs dizaines de roquettes par jour sur les localités proches de la frontière. On déplore la mort d'une fillette, de nombreux blessés et des dégâts considérables. Depuis quarante-huit heures, le Hamas frappe également la ville côtière d'Asqelion (120.000 habitants) avec des roquettes qui ne sont plus artisanales mais vraisemblablement fournies par l'Iran, via la Syrie et le Hezbollah libanais. La situation paraît d'une extrême gravité. Les grandes puissances, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. et les États arabes invitent les deux parties à la retenue. Appel inutile.

L'aggravation des frappes sur le territoire israélien semble correspondre aux souhaits de Téhéran, principal bailleur de fonds du Hamas. En effet, la publication, au cours de la semaine dernière, du rapport de l'Agence de Vienne sur les activités nucléaires militaires de la

et en Palestine. Qu'importe pour les ayatollahs les souffrances endurées par les habitants de Gaza, les morts et les destructions. Les Israéliens ne pouvaient pas ne pas réagir aux frappes aveugles du Hamas. Mais le spectacle des morts et des destructions dessert



Un nouveau coup a été porté à l'action et au prestige du président Bush (entouré ici par Ehud Olmert et Mahmoud Abbas)

publique islamique - ce qui suppose la fabrication d'une bombe nucléaire en 2008 - a mis fin aux illusions entretenues par M. El Baradei et le célèbre "rapport de synthèse" des services spéciaux américains qui fait aujourd'hui tristement sourire.

**Une action  
disproportionnée**

Téhéran a tout intérêt à créer ou à réactiver un foyer de tension pour détourner l'attention ou lui fournir une monnaie d'échange ; car personne ne doute que la question du nucléaire iranien est totalement liée aux tensions en Irak, au Liban

leur cause et leur image auprès de l'opinion mondiale. Au point que le secrétaire général de l'O.N.U. a cru nécessaire de les inviter à la « retenue » et juge leur action « disproportionnée ».

Si Israël arrête ses bombardements et conclut une trêve avec le Hamas, ce que cherche ce dernier, cela sera un aveu d'échec et une reconnaissance du mouvement islamiste. Mais aussi un nouveau camouflage pour l'autorité palestinienne dont l'impuissance est de plus en plus flagrante.

De l'autre côté, on voit difficilement l'État hébreu s'engager dans une opération terrestre de grande envergure à Gaza. La leçon de la

guerre du Liban, qui fut un échec, n'est pas oubliée. Il pourrait néanmoins y être entraîné si les frappes aériennes ne parviennent pas à arrêter les tirs de roquettes des islamistes. Il s'agira alors d'une véritable nouvelle guerre de Palestine.

**Un nouveau coup  
pour Bush**

Tard dans la nuit de dimanche à lundi, le gouvernement israélien a décidé de rappeler ses forces terrestres, mais déclare que la riposte va continuer. D'ores et déjà, il y a deux grands perdants dans cette crise : l'autorité palestinienne et la poursuite du processus de paix israélo-palestinien. Les négociations viennent d'être interrompues. Elles semblent quelque peu surréalistes dans le contexte actuel.

Le régime de Téhéran qui attise le feu semble devoir bénéficier de la crise. Avec la visite du président Ahmadi-Nejad en Irak qui intervient au même moment, c'est à un renforcement de sa présence et de son rôle, au demeurant subversif, que l'on assiste dans la région.

À Washington, on ne doit pas se réjouir du spectacle. En cette fin de règne du président Bush, c'est un nouveau coup qui vient d'être porté à son action et à son prestige. Il espérait sortir la tête haute de la Maison-Blanche en ayant rétabli la paix au Proche-Orient. On en est loin. Une nouvelle visite de Mme Rice dans la région vient d'être annoncée. Mais les visites du secrétaire d'État américain dans cette partie du monde ne sont plus un événement depuis longtemps.

PASCAL NARI

**L'énigme belge dévoilée**

L'ancien journaliste de la RTBF, Luc Beyer de Ryke, gratifie le public français d'un agréable ouvrage dans lequel il fait tout son possible pour éclairer la crise politique, institutionnelle, linguistique et identitaire que traverse son pays.

Partant du « canular » télévisuel du 13 décembre 2006, durant lequel la télévision belge mit en scène dans un docu-fiction, plus vrai que nature, la « partition » de la Belgique après la sécession des Flandres, il revient sur les causes profondes d'un divorce annoncé que ce flamand francophone vit comme un drame personnel. Prenant le chemin de l'intimité, il y cherche les accents d'une vérité à la fois politique et existentielle qui rende compte de ce que signifie être belge.

Plus d'un million deux cent mille Wallons et bruxellois sur quatre millions et demi ont vu l'émission de politique-fiction. Le débat et ses suites n'en finiront plus. La crise de virtuelle devient réelle, les flaminguants s'en saisissent. Des légions de César à la légion Wallonne, de la bataille des éperons d'or à la guerre de 1914, de la Flamenpolitik du Kaiser à la résurrection flamingante, l'auteur examine les fractures qui devinrent des fossés et demain peut-être des frontières entre ces deux peuples frères qui avaient choisi de devenir une nation.

À l'origine l'unité belge était celle de la foi, catholique et romaine. Après Vatican II, après la déchristianisation, après les victoires de

l'esprit du temps contre l'Esprit tout court, difficile que l'édifice ne se fissurât pas. Et puis il y eut la partitocratie, les mégotages parlementaires, les accords sans fin qui débouchèrent sur la funeste réforme constitutionnelle, la énième, celle de 1993, d'inspiration eurofédérale, qui « constitue le socle de la nouvelle architecture institutionnelle ». Tout en découlera. Jusqu'à la « partition ». La déchirure. Voici que pointe le spectre du rattachement d'une Wallonie à la dérive à une République en liquidation. Dieu les en préserve.

S. de K.

\* Luc Beyer de Ryke, *La Belgique en sursis*. Éd. F-X de Guibert, 2008, 154 p., 15 euros.

**LA DESCENTE AU TOMBEAU**

■ Critique littéraire réputé, Pol Vandromme a également mené une carrière journalistique en Wallonie comme directeur et éditorialiste du *Rappel de Charleroi*. Comme tel il est loin d'être insensible aux remous politiques qui agitent actuellement son pays natal. Il revient dans ce petit essai sur les origines du mal qui

ronge la Belgique : ce qu'il appelle le « flamingantisme », c'est-à-dire le séparatisme culturel et politique souhaité par certains flamands. Pour autant il est tout aussi féroce envers les rattachistes d'opérettes qui sévissent dans sa région natale.

« J'étais, et je reste monarchiste » proclame Pol Van-

dromme, bien conscient que la monarchie est la dernière chance de la Belgique. Il craint pourtant qu'elle ne soit plus qu'une coquille vide.

P.L.

Pol Vandromme : *Belgique, la descente au tombeau*. Éd. du Rocher, 112 p., 14,50 euros.

**Notre collaborateur  
Pascal Nari  
nous a demandé  
d'insérer ce texte :**

*Pierre Faillant de Villemarrest, écrivain, historien et journaliste bien connu de tous et particulièrement de nos lecteurs, vient de nous quitter à l'âge de quatre-vingt-six ans.*

*Engagé dans la Résistance dès l'automne 1940, longtemps chef de renseignement du maquis du Vercors, ensuite officier de renseignement orienté vers la chasse aux nazis et le monde soviéto-satellite, il avait dû quitter les services au cours des années soixante par suite de son désaccord avec la politique officielle sur l'Algérie. De ce fait, il vécut en compagnie de sa femme Danièle Martin, journaliste bien connue, prison et exil. Période qui leur avait laissé un souvenir amer.*

*Dès lors, fort d'une immense culture politico-historique, polyglotte et avec une expérience rare des affaires secrètes et des réseaux de subversion, il s'engage dans le journalisme et publie également de nombreux ouvrages, souvent fort gênants pour les "bien pensants" dont plusieurs sont tra-*

SUITE PAGE 15 » » »

Bernard Kouchner débute dans la carrière politique comme militant au PCF, avant d'en être exclu en 1966. Il prit part aux événements de 1968 comme animateur du comité de grève de la faculté de médecine de

**L'addition des gaffes qu'il commet témoigne de l'inanité de la diplomatie kouchnerienne.**

Paris, avant de rejoindre le PS qui le fera plusieurs fois ministre, puis se trouver tardivement une vocation radicale au PRG, avant de revenir au Parti socialiste. Il est aujourd'hui ministre des Affaires étrangères du gouvernement Fillon, moins pour répondre aux exigences de "l'ouverture" qu'aux impératifs atlantistes qui sont la clé d'interprétation de cette nomination assez habile pour avoir enfumé les commentateurs superficiels.

## Un docteur pas comme les autres

**« Kouchner a transformé en une épopée fondatrice cet événement dramatique (le conflit du Biafra), réécrivant ainsi l'histoire. Tout le problème est là. Lui-même ne résiste jamais à la tentation de se placer en héros. [...] Cette mégalomanie semble lui interdire tout examen critique [...] » (1)**

Pendant la guerre du Biafra, le docteur Kouchner s'implique en faveur de la cause des rebelles, et élabore déjà la théorie du "devoir d'ingérence" qu'il a trouvée dans la littérature saumâtre du propagandiste libéral-socialiste Jean-François Revel.

Contre le droit international, il se fait l'apologiste de la guerre humanitaire : **« Le droit d'ingérence humanitaire passe avant tout. Le cas échéant même avant la souveraineté nationale. »** Il théorise les agressions mues par l'idéologie des Droits de l'homme, cachant à peine les intérêts matériels et politiques que justifie par avance ce "wilsonisme botté". Comme toutes les guerres modernes la guerre humanitaire suppose des victimes innocentes mais offre l'avantage de jeter hors humanité les ennemis irréductibles que l'impérialisme aura tôt fait de désigner.

Fin décembre 1971, il prend part à la création de *Médecins sans Frontières*. Avec Emmanuel d'As-tier (le communiste de la fratrie...) il participe à la création du journal *L'Événement*, puis il collabore au magazine de la gauche sociale *Actuel* tout au long des années 70. C'est l'époque où il s'indigne que des pédocriminels avérés aillent en cabane et signe la pétition qui circule en leur faveur.

Il met ses pas dans ceux des grands reporters qui le lui rendent bien et s'affiche dans les médias, notamment lors de son intervention humanitaire en Somalie en dé-

cembre 1992. M. Sac-de-riz entre aux gouvernements de Michel Rocard, puis d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy. Il continue de mener campagne dans les institutions internationales pour la reconnaissance du droit d'ingérence. C'est peut-être la primeur de ses prises de position qui lui valent sa nomination au Kosovo-Métochie après la campagne de bombardements américaine de la République de Yougoslavie, un modèle de "guerre humanitaire" quant aux violations du droit international et à l'abandon de toute décence. Bernard Kouchner administre le Kosovo en tant que Haut représentant de l'ONU entre juillet 1999 et janvier 2001. Dans le Kos-Mét ravagé par les bombardements à l'uranium appauvri et les violences de l'UCK, Kouchner est chargé de piloter la province et de la doter d'institutions "démocratiques" : il règne sans partage, sans aucune distinction des pouvoirs, sans aucun souci d'arbitrage entre les communautés, favorisant inexorablement les Albanais, au mépris de l'histoire, de la prudence et de la justice la plus élémentaire, dans l'unique but de voir le Kosovo accéder à l'indépendance.

## « Va-t-en guerre sans frontière »

**« Le fait d'avoir été au cœur de l'action humanitaire ne donne aucune compétence dans le domaine des affaires étrangères, aucune qualité pour diriger la diplomatie d'un pays. [...] Il est atlantiste, comme Sarkozy, et c'est là que se situe sa véritable influence diplomatique ». (1)**

Alors que la perspective d'une guerre en Irak soulève l'indignation dans le monde entier et que Dominique de Villepin est ovationné au Conseil de sécurité de l'ONU, il est l'une des seules personnalités françaises à approuver l'agression américaine. Appuyée sur un tissu de mensonges, comme le rapport de Londres, ou les liens présumés entre Al-Qaïda et le régime baassiste, ou encore la complicité irakienne dans l'attentat du World Trade Center, l'agression américaine l'enthousiasme. Tout comme ses complices du "think tank" *le Cercle de l'Oratoire* qui s'inscrit délibérément dans le courant atlantiste. La revue du Cercle, *Le Meilleur des mondes* est considérée comme le rendez-vous des né-conservateurs français. Membre de l'influent club *Le Siècle* et de la très libérale-atlantiste *Fondation Saint-Simon*, il est également signataire du PNAC au côtés d'André Glucksmann (2). Le PNAC, ou *Project for a New American Century*, est à la fois un "think tank" et un manifeste néo-conservateur et sioniste visant à la domination mondiale de l'empire américain par le biais d'un **« chaos créateur »**. Comment s'étonner que lorsque la tension monte sur le dossier du nucléaire iranien Kouchner,

visible d'un ensemble d'opérations impliquant la Libye, le Tchad, le Soudan, les Comores, mais aussi Djibouti, dans le cadre d'une réorientation de la politique africaine de la France. M. Kouchner saurait-il quelque chose à ce sujet que nous ignorons encore ?

## Quand Kouchner roule pour Total

En 2003, pendant ses "congés" il rend un rapport destiné à blanchir Total des accusations de travail forcé sur des populations birmanes qui ont atterri sur le bureau d'un juge de Nanterre qui n'est autre... qu'une de ses anciennes collaboratrices ! Payé 25 000 euros à BK Conseil, dont ce sera la seule réalisation, le rapport, fruit d'un séjour de quatre jours, affirme que **« le recours au travail forcé est une coutume ancienne... »**, et de conclure : **« rien ne me laisse à penser que le groupe ait pu prêter la main à des activités contraires aux droits de l'homme »**. Les liens entre le groupe pétrolier et la junte birmane, dont le monde a pu voir les exactions lors des événements de l'été 2007, sont dénoncés par les associations de défense de la dignité humaine. Un mois avant que n'éclatent à Rangoon les manifestations de l'opposition, Kouchner, fraîchement nommé chef de la diplomatie française, est interpellé au siège européen de l'ONU sur le rôle de la France en Birmanie ! Il n'aura pas à s'expliquer de son implication dans cette sombre affaire... Pourtant, Emmanuel Pochet, un animateur des Amitiés franco-karen assure que Kouchner n'a visité qu'un "village Potemkine", créé de toute pièce par Total afin de se disculper. Kouchner a-t-il été dupé par son seul et unique client ?

## Pas Totalemement dupe

Kouchner se passionne pour la question du Darfour depuis suffisamment longtemps pour ne pas douter de sa "sincérité". Il veut aider les réfugiés du Darfour. Lors de son arrivée au Quai, il veut leur ouvrir un couloir humanitaire. Pourtant, un de ses anciens collègues à *Médecins sans frontières*, le docteur Denis Lemasson, voit un rapport entre le zèle du *French doctor* qui indispose N'Djamena et Khartoum et le rejet par les gouvernements soudanais et tchadien de l'exploitation du pétrole par le groupe Total dans la région.

Éric Breteau, principal organisateur de l'association l'Arche de Zoé, qui aura poussé à son terme la logique de la doctrine Kouchner, l'accusait du fond de sa cellule d'avoir été au courant, sinon d'être impliqué dans l'affaire des enlèvements des enfants tchadiens. Tout indique que l'étrange affaire de l'Arche de Zoé n'est que la partie

(1) *Commentaires de Rony Brauman, ancien président de Médecins sans Frontières et compagnon de route de Kouchner, in Kouchner vu par...*, Aymeric Mantoux, éd. Calmann-Lévy.

(2) [http://www.freedomcentralusa.com/PNAC\\_Signatories.html](http://www.freedomcentralusa.com/PNAC_Signatories.html)

(3) source : Libération.

## RAUL CASTRO SUCCÈDE AU LEADER MAXIMO

Raul Castro succède à son tyran caraïbe de frère à la tête de Cuba. Les sanglantes rêveries révolutionnaires qui enflammèrent les imaginations adolescentes de l'intelligentsia européenne se terminent en farce népotique alors que Cuba n'aura jamais autant ressemblé à une république bananière qu'aujourd'hui... si on excepte le temps de Batista !

## L'AUTRE RAUL

Raul Reyes, n°2 et porte-parole des FARC à trouvé la mort lors d'un raid de l'armée colombienne en territoire équatorien. Cette bonne nouvelle ne doit pas faire oublier la violation de la souveraineté équatorienne que constitue ce raid inopportun dans une zone andine très sensible quant aux questions territoriales.

## SARKOZY PRÊT À ALLER CHERCHER INGRID BÉTANCOURT

Conformément à son imaginaire hollywoodien, Sarkozy se prend pour un président de série B : il veut aller chercher la candidate colombienne, française par alliance, dans la jungle où les FARC la retiennent en otage. Il l'a annoncé alors qu'il était en Afrique du Sud. Le grand bazar continue, quand cessera-t-il ? Lorsque le Rambo de l'Élysée sera aux mains des narcoterroristes des FARC ? Dieu nous entende !

## ARMÉNIE

Des heurts se sont produits samedi soir entre opposants arméniens après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, non loin du siège du gouvernement. Le chef de l'opposition Levon Ter-Petrosian conteste sa défaite, bien que les élections aient été conformes aux engagements de régularité signalés par les observateurs étrangers. M. Sarkissian a été élu au premier tour avec 52,8 % des voix conformément aux vœux des Arméniens et aux intérêts supérieurs de ceux qui veulent voir émerger un monde multipolaire, loin des ingérences américaines.

## ÉLECTIONS EN RUSSIE

Tout ce qu'il faut faire pour pouvoir gouverner ! Poutine a trouvé le moyen de contourner la démocrassouille sans lui faire de violence. Il devient Premier ministre de son poulain Medvedev, élu président de la Fédération de Russie avec un résultat digne des beaux jours de l'Union soviétique : plus de 70 % (moins toutefois que Chirac en 2002). Les missionnaires de la démocratie de marché sont bien pris à leur propre jeu, puisqu'aucun trucage, qu'aucun bourrage d'urne n'a été signalé. Véritable candidat de ces élections, il reste l'homme fort de la Russie et devient l'homme fort du Vieux monde.

S. de K.

## QU'EST-CE QU'UNE "FAMILLE" ?

La HALDE (Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité), mise en place en 2004 par Jacques Chirac, est une de ces officines de "vertu" républicaine chargées de dire la loi et les prophètes en matière de Droits de l'Homme. En quelque sorte un ersatz d'Église pour la société d'aujourd'hui privée de repères, mais dont on veut changer les mœurs en exaltant toujours plus le droit de l'individu à ne songer qu'à soi-même...

Un salarié s'est estimé lésé parce que son employeur, le Crédit agricole de Charente-Maritime, lui a refusé la prime et le congé spécial prévus pour "événements familiaux" sous prétexte qu'il ne se mariait pas, mais seulement se pacsait. Aussitôt ladite HALDE a bondi à son secours affirmant que ce refus est « discriminatoire » et réclamant du ministère du Travail qu'une modification soit apportée au code du travail « dans les six mois ».

Le Crédit agricole, quant à lui, se justifie en invoquant « le droit positif qui n'assimile pas le contrat civil de mariage et le Pacs ». C'est s'en tenir aux termes de la loi qui, en instituant en 1999 cette espèce de contrat de convention entre deux personnes quel que soit le sexe, avait bien précisé qu'il ne s'agissait en rien d'un mariage. Il fallait alors tranquilliser l'opinion encore hostile. Mais nous ne vivons plus dans un monde où "ce qui est est, ce qui n'est pas n'est pas". Rien n'est, tout devient. La HALDE peut aujourd'hui interpréter la loi en se rangeant derrière une conception évolutive de la notion de famille. Lisons :

« Dès lors que le partenariat civil organise une famille très comparable en droit à celle issue du mariage, sous réserve de la seule filiation, se pose la question de savoir si l'employeur est bien fondé à réserver certains avantages aux seules familles issues du mariage. »

C'est donc clair : est désormais considérée comme une "famille" toute union de cœurs ou d'épidermes, même celles qui excluent la filiation, comme si celle-ci n'avait pas d'importance... Sous prétexte de faire évoluer le droit dans le sens des bons sentiments, c'est bel et bien à un bouleversement des mentalités qu'entend procéder la HALDE, soutenue par le Centre gay et lesbien de Charente-Maritime. La sacrosainte égalité doit régner entre les couples où chacun cherche à faire son propre bonheur par l'autre et les couples qui contribuent au bien commun en prolongeant l'espèce...

MICHEL FROMENTOUX

La marchandisation de l'humain est en voie d'achèvement. Comme dans une société pré-antique, les êtres les plus faibles sont depuis quelques décennies victimes, en Occident, du

### Le bras de fer autour des lois de bioéthique a commencé...

Le poids de leur inutilité aux yeux des winners qui font les lois, victimes faciles qui n'ont même pas pour certaines un regard qui les protégerait. Les vieux et les grands malades, on les achève par débranchement. Les embryons, les fœtus, surtout quand ils ont trois chromosomes 21, on les perce avec une grosse seringue et, parfois même, comble du raffinement de notre espèce, on en provoque la naissance pour les abattre dès qu'ils sont la tête entre les cuisses de leur génitrice. Mais tout cela est bien connu – et il semble que nos contemporains, qui ne sont pas méchants dans le fond, seulement un peu niais, s'en réjouissent comme d'un progrès.

Mais il y a encore du neuf et la révision des "lois de bioéthique" programmée pour 2009 réveille l'appétit de loups qui se sont déguisés en agneaux. Le grand concert des plaintes et gémissements commence aujourd'hui, et ira crescendo. Car c'est à qui mon-

trera le mieux en foire sa prétendue victime ce qui, comme chacun sait depuis René Girard, est la meilleure manière d'obtenir aujourd'hui l'autorisation de faire légalement une vraie victime. Aujourd'hui, dame nature elle-même est au banc des accusés et certains qui se décrivent facilement comme des "écologes" révèlent là leur vrai cœur, qui est non seulement de haine de l'humain, mais du monde, de la création et de son ordre en général. Qui, depuis les origines, est homicide.

Fin octobre 2007, la cour d'appel de Paris donnait raison à un couple qui avait eu recours à une mère porteuse américaine pour assurer la gestation de ses jumelles, estimant qu'on pouvait véritablement considérer les membres de ce couple comme les parents des deux enfants. Une première en France où, contrairement à ce que beaucoup de concitoyens semblent croire, le recours à la mère porteuse est encore prohibé, au même titre que tout trafic concernant le vivant. Mais il apparaît que pour certains cette interdiction constitue un scandale.

Pour la faire lever, des associations, spécialement composées pour l'occasion, commencent donc par changer la terminologie – phase classique : on ne dira plus "mère porteuse", mais « gestatrice ». On dira encore « gestation pour autrui » ou « maternité de substitution ». Et on en donne cette

définition : « consiste à porter un ou des embryons pour le compte d'un couple demandeur, que ces embryons aient été issus du patrimoine génétique du couple demandeur ou non » (c'est nous qui soulignons). On invente aussi la notion de « parents intentionnels » pour désigner le couple acheteur.

On ne sait pas s'il y aura un service après-vente, mais cela devrait rapidement s'imposer.

### Tous les moyens sont bons

Résumons : vous ou votre conjoint êtes frappé de stérilité. Immense tristesse, mais qui n'est pas un scandale. La nature humaine est tragique et la vie consiste à apprendre à accepter les décrets du destin. Au pire, vous pouvez adopter. Les orphelins ne manquent pas. C'est ce que vous pensiez.

Fini, tout ça : aujourd'hui on nous fait croire que tous les moyens sont bons pour remédier à ce mal, et l'effacer. Ainsi, cet enfant que vous désirez si fort, si vous-même ne pouvez le porter, vous aurez le droit de louer un ventre qui le fera à votre place (en attendant l'utérus en plastique). Si vous êtes l'un ou l'autre foncièrement stérile, il suffira de convoquer des donneurs qui vous fourniront les gamètes nécessaires. Ainsi s'ouvre le marché aux esclaves, où ceux-ci sont non

seulement les humains responsables qui vendent leur corps mais encore les enfants préfabriqués à qui l'on tentera de faire croire que tout ce bricolage avait pour but de leur prodiguer le plus grand amour du monde. Quand, à l'évidence, c'est l'amour de soi seul qui parle ici. Quand, à l'évidence, c'est Prométhée encore désenchaîné, c'est le petit homme refusant que quoi que ce soit puisse lui échapper ou se refuser à son vouloir. Alors, il se fâchera tout rouge si on n'accède pas maintenant à ses désirs.

On nous ressert évidemment comme pour l'avortement il y a vingt-cinq ans, la détresse des non-parents qui veulent l'être – à l'époque, c'était la détresse inverse, mais qui est dans le fond la même, des parents qui ne voulaient pas l'être. Vu de Sirius, ce double mouvement devrait contenter tout le monde : les couples stériles malheureux pré-adopteraient les fœtus des mères malheureuses. Mais non, car ce serait encore plier devant quelque chose que l'on n'a pas vraiment choisis, des deux côtés. Où l'on voit quel orgueil et quel égoïsme immenses président à ce qu'on nous présente comme une solution médicale à une détresse.

On a tué ton père. Aujourd'hui on se substitue à ta mère. Tu es tout seul. C'est une morale à l'usage des générations qui viennent.

JACQUES DE GUILLEBON

## Dieu des chrétiens. Dieu des musulmans...

Le livre du père François Jourdan, *Dieu des chrétiens, Dieu des musulmans*, est très important. À ses titres de docteur en histoire des religions et en anthropologie religieuse, le père Jourdan, eudiste, joint une grande expérience missionnaire, en Afrique et dans le Proche-Orient. Ces titres ne doivent nullement intimider ou décourager le lecteur : cet ouvrage est rédigé dans une élégante langue classique, c'est-à-dire très claire.

Il traite, sur le terrain religieux, d'un problème d'une importance capitale : celui des relations entre chrétiens et musulmans. Ces derniers, il faut le souligner, sont actuellement au nombre de quatre millions en France métropolitaine. Or le concile Vatican II a défini, à l'échelle du monde entier, ce que devraient être les relations entre les adeptes de ces deux religions. S'exprimant en termes très généraux, il a exhorté les uns et les autres « à oublier le passé », « à s'efforcer sincèrement à la compréhension mutuelle » (*Nos-stra aetate*).

Du côté chrétien, on ne saurait le nier, un vaste effort allant dans ce sens a été fait. Or, il a été marqué, trop souvent, par la volonté de "se démarquer du passé", de se "libérer d'un complexe d'ancien colonisateur". D'autre part,

cet effort a été souvent le fait d'amitiés personnelles. Plus largement, il ne se libérait pas « d'une affectivité facile, source de pièges », qui marquait « la réalité incontournable » des doctrines et leurs implications décisives.

Il faut se rendre à l'évidence. Les musulmans refusent la Trinité n'admettent pas que Jésus ait pu mourir sur la croix, et préfèrent imaginer qu'il aurait été enlevé par Dieu (Coran, 4, 157-158). Ils estiment que la Bible a été falsifiée ; qu'il n'existe qu'un seul prophète, Mohammed, un seul livre sacré, le *Coran* qui lui a été dicté par Dieu. Certes des ressemblances partielles peuvent faire illusion. Ils vénèrent Marie, et reconnaissent (car rien n'est impossible à Dieu) la conception virginale de Jésus, dont par ailleurs ils refusent le caractère divin.

« Le gros danger pour les chrétiens » écrit Rémi Brague « est la paresse intellectuelle. Elle leur fait appliquer à l'Islam des schémas de pensée chrétiens, ce qui les conduit à le comprendre comme une sorte de christianisme. Ce n'est pas là respecter l'autre. C'est au contraire, lui imposer des catégories qui lui sont étrangères et lui demander de se comprendre soi-même autrement

qu'il ne le fait. Le baptême forcé est aussi pervers en pensée qu'en action. »

Or cette erreur s'est trouvée copieusement répandue, aussi bien chez des théologiens que parmi des pédagogues patentés ou dans des ouvrages de vulgarisation. Certaine presse abonde en formules ambiguës – la plus courante consistant à assimiler l'une à l'autre « les trois religions du livre ». Avec davantage d'étonnement, on constate (voir les annexes du livre du père Jourdan) que certains ecclésiastiques vont jusqu'à conférer à Mohammed un statut de "prophète".

Cette candide bonne volonté, dénuée d'objectivité, est parfois appuyée sur un rappel de l'Histoire, sur l'évocation d'une Andalousie du Moyen-Âge, où chrétiens, juifs et musulmans auraient cohabité dans la paix, l'harmonie et la tolérance mutuelle. Affirmation valable pour une courte période, celle d'Abd-el-Rahmane III, (mort en 961) demeurée sans lendemain. Le plus souvent, ce pays ne connut que persécutions, déportations outre-mer, massacres, interdiction de construire des églises etc.. On peut parler d'un véritable "mythe andalou".

Mais quelle voie suivre, dans l'avenir, pour parvenir à des relations équilibrées et saines entre

chrétiens et musulmans ? Au printemps 2007, à Lourdes, l'assemblée des évêques a rappelé par la voix de Mgr Georges Pontier, archevêque de Marseille, que le temps était venu d'aborder la question du dialogue avec les musulmans « d'une manière moins naïve ». Mgr Jacolin, évêque de Mende, a ajouté « que le temps d'une certaine naïveté en ce domaine est passé, et que le seul chemin évangélique est un dialogue respectueux, exigeant et persévérant. Ce dialogue demande beaucoup de lucidité et de courage. »

Espérons que ces sages paroles et les conclusions du livre du père Jourdan seront mises à profit par les professeurs de l'Institut Catholique de Paris qui auront (si cette curieuse information se révèle bien exacte) (2) à former... des imams. Et qu'ils ne se bornent pas à enseigner à ces jeunes gens « les valeurs de la République française » ainsi que l'a annoncé dimanche dernier le recteur Cahné à la télévision.

RENÉ PILLORGET

(1) François Jourdan. : *Dieu des Chrétiens, Dieu des Musulmans. Des repères pour comprendre.* (Paris éditions de l'Œuvre, rue Jacob, 2007).  
(2) Le Figaro du 29 janvier.

## Le rétropédalage du Conseil constitutionnel

En vue de se protéger, la société peut-elle opter pour une relégation plus ou moins longue des criminels les plus dangereux ? À notre sens,

**Le flop constitutionnel participe d'une inertie intellectuelle et idéologique.**

si cette société a renoncé à l'échelle des peines, incluant nécessairement la peine de mort, la réponse doit être affirmative et ne souffrir d'aucune réserve, excepté celles tenant à la dignité des lieux d'enfermement. Si, parfois, des hommes peuvent avoir le comportement de bêtes sauvages, la société ne saurait sombrer dans cet excès. C'est tout le sens de la nouvelle loi, partiellement validée par le Conseil constitutionnel, du 25 février 2008, relative à la rétention de sûreté.

### Rétention de sûreté

Le dispositif de la loi portée par le garde des Sceaux prévoit dans un nouvel article 706-53-13 du Code de procédure pénale que « les personnes dont il est établi, à l'issue d'un réexamen de leur situation intervenant à la

fin de l'exécution de leur peine, qu'elles présentent une particulière dangerosité caractérisée par une probabilité très élevée de récidive parce qu'elles souffrent d'un trouble grave de la personnalité, peuvent faire l'objet à l'issue de cette peine d'une rétention de sûreté ».

Les criminels visés doivent avoir été condamnés à une peine de réclusion criminelle d'une durée égale ou supérieure à quinze ans pour les crimes d'assassinat ou de meurtre, de torture ou actes de barbarie, de viol, d'enlèvement ou de séquestration commis sur une victime mineure ou majeure. La rétention de sûreté consiste dans le placement de la personne concernée en centre socio-médico-judiciaire de sûreté dans lequel lui est proposée, de façon permanente, une prise en charge médicale, sociale et psychologique destinée à permettre la fin de cette mesure de rétention.

Cette mesure est prononcée, après avis de la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté, par la juridiction régionale de la rétention de sûreté, composée de trois magistrats judiciaires pour une durée de trois ans.

Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 21 février a surtout censuré le caractère rétroactif de la loi, laquelle « ne saurait être appliquée à des personnes condamnées avant la publication de la loi ou faisant

l'objet d'une condamnation postérieure à cette date pour des faits commis antérieurement ». Dont acte.

### Une loi pour rien

Pour autant et sans entrer dans un débat relevant des facultés de droit, on ne peut qu'être circons-



La chancellerie et sa cohorte de juristes pouvaient-ils ignorer que la loi relative à la rétention de sûreté serait "revoquée" par le Conseil constitutionnel ?

pect face à une telle sentence qui soutient, dans le même temps que « la rétention de sûreté n'est ni une peine, ni une sanction ayant le caractère d'une punition » ou encore que « la rétention de sûreté et la surveillance de sûreté ne sont pas des mesures répressives ». Or, la règle de réf-

rence des juges constitutionnels n'est autre que l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, lequel dispose pourtant clairement que « nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit ».

Cette règle pose le principe de non-rétroactivité de la loi pénale, notamment lorsque celle-ci renferme une sanction ou, plus pré-

cisément, une peine. La logique juridique eût donc voulu qu'en vidant la mesure de sûreté instituée par le législateur de sa nature répressive ou punitive, le Conseil déclarât, *ipso jure*, que la loi pouvait aisément rétroagir.

Résultat d'une telle contorsion juridique : la loi est vidée pure-

ment et simplement de sa portée pour au moins quinze ans. L'effet d'annonce médiatique du projet de loi fut tonitruant et, même si l'on ne souscrit guère à une telle initiative (juridiquement inepte et politiquement inefficace), l'on comprend pourquoi le président Sarkozy s'est aussitôt empressé d'aller saisir le président de la Cour de cassation, Vincent Lamanda, aux fins de voir "revoquer" la décision du Conseil constitutionnel.

Finalement, que faut-il penser d'un tel embrouillamini juridico-politique ? Qu'il est malheureuse-ment à l'image de la sarkozye : bling-bling, c'est-à-dire, exagérément clinquant mais complètement factice. Nous avons déjà écrit dans ces colonnes combien la politique pénale du gouvernement actuel éprouvait des difficultés d'ordre psychologique à se départir de la doctrine de la défense sociale. Le flop constitutionnel de la loi sur la rétention de sûreté participe de cette inertie intellectuelle et idéologique. La chancellerie et sa cohorte de juristes ne pouvaient pas ignorer que la loi serait invalidée sur la question de la rétroactivité. La saisine du président de la Cour de cassation, au mépris du sacrosaint principe républicain de la séparation des pouvoirs renforce un peu plus ce théâtre de Guignol où Sarkozy tient le premier rôle.

ARISTIDE LEUCATE  
aleucate@yahoo.fr

## Un devoir de vérité

Un film présenté sur France 2 le 19 février dernier est résumé ainsi dans un magazine TV : « Les organisations juives et les as-

**La France n'a pas à rougir du rôle qu'elle a joué de 1939 à 1945.**

sociations caritatives de la société civile se retrouvent confrontées à la barbarie antisémite des nazis et de Vichy... Quand les nazis décident de la solution finale, l'État français accepte d'être complice. »

Au même moment, dans un article consacré à ce qu'il appelle « la trouvaille » de Nicolas Sarkozy au sujet des enfants juifs morts en déportation, la *Stampa* de Turin écrit : « Onze mille enfants juifs déportés et envoyés par la France dans les fours crématoires »...

Ces monstrueuses et mensongères accusations, qui n'avaient jamais été lancées contre le gouvernement de Vichy avant les années 1970-1975, font depuis lors l'objet d'une offensive *a posteriori* régulière

dans les journaux et forums, en France mais aussi à l'étranger avec le renfort de la condamnation dudit gouvernement par Jacques Chirac le 16 juillet 1995.

De nombreux historiens et témoins de cette époque se sont employés à rétablir la vérité, nuancer les faits et surtout les replacer dans le contexte de l'époque : la guerre et les innombrables problèmes qu'elle entraînait pour les Alliés et pour la France. Il a fallu des volumes pour exposer la situation incroyablement difficile dans laquelle se sont trouvées les autorités françaises face à un occupant dont les décisions barbares n'admettaient pas de discussion : rien ne permettait de s'y opposer, sinon en rusant, en discutant, en acceptant aussi des compromissions jugées aujourd'hui inadmissibles mais dont, d'un simple mot, M. Mitterrand interrogé sur cette époque par Elkabbach à la télévision exprima la réalité : « J'aurais bien voulu vous y voir. » Il s'adressait aux procureurs et redresseurs de torts d'aujourd'hui.

Nous nous bornerons à rap- peler sur ce point ce que déclarait la regrettée Annie Kriegel : « Il y a une jeune école historique qui veut mener une

sorte de guerre privée et qualifiée d'héroïque contre le gouvernement de Vichy. Il me paraît absurde de renverser les choses au point de dire que non seulement le gouvernement a été complice mais qu'il a pris l'initiative d'une entreprise de répression des juifs. Je me demande parfois si, contrairement à l'idée commune, la part de sacrifice dans la politique et la conduite du maréchal Pétain n'ont pas eu des effets plus certains et positifs sur le salut des juifs que sur le destin de la France. »

### Époque terrible et compliquée

De son côté, dans une *Lettre ouverte à mes amis juifs*, le grand résistant et déporté que fut l'ambassadeur Albert Chabon écrivait entre autres : « Ce n'est pas sans une grande amertume que les anciens résistants, les anciens déportés, près d'un demi-siècle après la fin du second conflit mondial, constatent que les mythes, légendes, tabous et mensonges dont on a abreuvé le peuple français, concernant la pé-

riode tragique et héroïque de notre histoire qui va de 1940 à 1945, restent vivaces et continuent d'être imperturbablement propagés par nombre de soi-disant "historiens", d'hommes politiques, de journalistes et commentateurs de radio ou de télévision. »

Et encore : « Non seulement personne en juillet 1942 ne pouvait imaginer le terrible sort qui attendait ces malheureux, mais tout le monde était persuadé qu'il s'agissait de les envoyer dans des camps où ils travaillaient, soit dans des usines, soit dans des fermes à la campagne. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle Laval demanda aux autorités allemandes de ne pas séparer les enfants des parents, et non par esprit de cruauté gratuite comme on le laisse encore entendre. »

Élie Wiesel, prix Nobel de la Paix, qui fut déporté à Auschwitz, explique fort bien dans son admirable livre *La Nuit* qu'en 1944 même, et alors que des bruits circulaient sur la "solution finale", la communauté juive dont il faisait partie ne croyait en rien à ces « rumeurs ». Il raconte même qu'après la déportation de ses coreligionnaires, « on disait qu'ils se trouvaient en

Galicie où ils travaillaient et qu'ils étaient même très satisfaits de leur sort ».

Le professeur François-Georges Dreyfus, autorité en ce qui concerne l'histoire de cette période, écrit dans son ouvrage *Histoire de Vichy* que « Roosevelt recevant des rapports circonstanciés sur Auschwitz refuse de les prendre au sérieux ». En fait, la "solution finale" était présentée par les Allemands comme la création d'un État juif en Pologne et « à Vichy il est évident que personne n'a envisagé l'extermination des juifs et que nul ne peut imaginer le sort qui leur est réservé ».

Époque vraiment terrible et compliquée, tant les enjeux étaient nombreux et l'occupant impitoyable. Aussi doit-on protester avec indignation devant le travestissement de l'histoire et donc, comme l'écrivait Henri Amouroux : « On ne peut parler de Vichy en oubliant la présence allemande. Le maniérisme des médias grandit au fur et à mesure que les témoins disparaissent. On a fortement tendance aujourd'hui à réécrire l'histoire au gré des convenances. »

ANDRÉ PERTUZIO

# Le nouveau marché de dupes de Sarkozy

Peut-on un jour, du moins à court terme, imaginer un débat qui ne concerne pas Nicolas Sarkozy et surtout qui ne soit pas engendré par ce dernier ? Après l'étude sur les sarkophobes, les interrogations sur sa santé mentale, la description digne d'un entomologiste, désormais c'est la vision de Dieu et des religions du président de la République qui agite les rédactions entre débats, enquêtes et diverses pétitions. Pétitions qui appellent à la vigilance républicaine et à une défense plus que vigoureuse de la laïcité. Avec une prime au titre plus qu'attendu pour *Libération* (1) : *Et la laïcité, nom de Dieu !* (sic). Et ce pour s'associer à une pétition de la Ligue de l'enseignement.

La palme de l'obsession républicaine-laïcarde revenant à *Marianne* (2) qui ces derniers mois a titré sur « **Le Fou de Dieu** » qui « **met en danger la laïcité** » (sic) et ce illustré par un Nicolas Sarkozy au style très bling-bling (ses bijoux reprenant même les symboles des trois religions monothéistes). Et bien entendu l'appel à la vigilance républicaine. Appel qui a créé une polémique dont a le secret le microcosme politico-médiatique. Mais au-delà de ces (trop) attendues figures de styles et (pseudo) dossier chocs, la question de la laïcité et d'une supposée révision de la loi de 1905 semble, en effet, toucher le régime ou tout au moins les fameuses valeurs républicaines. Et permettent de révéler quelques éléments de vérité sur Nicolas Sarkozy.

## Un nouveau marché pour la politique

*Minute* (3) se demande, avec raison, si « **avec Dieu, c'est du sérieux ?** », et indique que « **l'intérêt affiché par Nicolas Sarkozy ne date pourtant pas du mois dernier** [décembre, NDLR], **étant entendu qu'un intérêt n'implique pas d'être sincère dans la démarche. Nicolas Sarkozy est un animal politique doté d'un rare flair. (...) Chantal Delsol [s'interroge avec clairvoyance] : "Sarkozy croit-il en ce qu'il dit ? Pas sûr. Comme c'est un président doué pour la communication, ce discours signifie plutôt que les Français sont plus conservateurs qu'on ne le croit, et que le président sert à son électorat ce qu'il veut entendre. Il cherche moins à convaincre qu'à se faire l'écho."** » Ce nouveau marché pour la politique, tout au moins dans sa version politicienne et électoraliste semble, cependant, déjà bien ancré dans l'action, et plus exactement, le verbe sarkozien. Lionel Imbert (le journaliste de *Minute*) rappelle que, dès 2004, le ministre de l'Intérieur de l'époque avait perçu le besoin de transcendance des Français. « [Ainsi] dans *La République, les religions, l'espérance* (4), [Nicolas Sarkozy] avait déjà clairement exprimé [que] : **"Les religions constituent un enjeu majeur pour notre société car elles sont le support d'une espérance. [...] Je crois au besoin de religieux pour la majorité des femmes et des hommes de notre siècle. La**

■ **Sacré Nicolas Sarkozy. Même, et surtout élu, il ne peut s'empêcher de créer la polémique. Discours au Latran, à Riyad, ceux sur l'identité et les actions envers les "communautés", le président de la république bouscule les lignes et les convenances quant à l'organisation de la séparation des Églises et de l'État. À tel point que certains poussent des cris d'orfraie et ressortent les sempiternelles alertes contre le retour de la "caltotte" et de la dangereuse alliance du sabre et du goupillon. Les thuriféraires de la loi de 1905 en appellent même à la vigilance républicaine. Mais, une fois de plus, l'hôte de l'Élysée ne brouillerait-il pas les pistes ? Et si au contraire les valeurs du régime n'étaient que de mieux mieux défendues. Et si le laïcisme n'en ressortait que renforcé.**

■ **Sacré Nicolas Sarkozy. Même, et surtout élu, il ne peut s'empêcher de créer la polémique. Discours au Latran, à Riyad, ceux sur l'identité et les actions envers les "communautés", le président de la république bouscule les lignes et les convenances quant à l'organisation de la séparation des Églises et de l'État. À tel point que certains poussent des cris d'orfraie et ressortent les sempiternelles alertes contre le retour de la "caltotte" et de la dangereuse alliance du sabre et du goupillon. Les thuriféraires de la loi de 1905 en appellent même à la vigilance républicaine. Mais, une fois de plus, l'hôte de l'Élysée ne brouillerait-il pas les pistes ? Et si au contraire les valeurs du régime n'étaient que de mieux mieux défendues. Et si le laïcisme n'en ressortait que renforcé.**



Devise de l'État français sur le tympan d'une église

**place de la religion dans la France de ce début de troisième millénaire est centrale. [...] Le besoin spirituel, l'espérance ne sont pas satisfaits par l'idéal républicain. La république est une façon d'organiser l'univers temporel, la meilleure façon de vivre ensemble (sic). Elle n'est pas la finalité de l'homme [resic].** » Bigre, il relativiserait donc la grandeur de la République. Que nenni ! Si, comme l'indique la présentation du livre sur le site du Cerf, « **sur toutes ces questions, Nicolas Sarkozy s'engage. Il souhaite [en effet] inventer une laïcité ouverte et apaisée, où chacun, quels que soient sa foi ou ses doutes, puisse vivre son espérance et participer à la construction de la société démocratique.** »

## Nouvelle république ?

Oui, vous avez bien lu, ces témoignages et les principes proposés par ce livre-synthèse de la pensée de Nicolas Sarkozy ne visent qu'à renforcer la république et la démocratie. C'est ce qui ressort également du débat entre Alain Bauer, ancien grand maître du Grand Orient et monsieur Sécurité de Nicolas Sarkozy, et Thibaud Collin, qui a participé au livre d'entretiens avec Nicolas Sarkozy. Débat organisé par *Valeurs actuelles* (5). Ainsi Thibaud Collin indique que : « **Les catholiques doivent remettre le discours de Sarkozy dans son contexte. Il a une manière de se réapproprier le catholicisme, de se remettre**

**dans la dynamique de l'histoire de France, mais il faut voir qu'il ne roule pas pour les catholiques, qu'il se situe dans une conception relativiste du fait religieux. Devant les loges, il aurait tenu substantiellement le même discours, mais adapté à son public : trouver une spiritualité, soit religieuse, soit maçonnique, pour donner du carburant à l'esprit public.** » De plus « **pour [Nicolas Sarkozy], ce qui compte, c'est l'élan ; on est dans une dynamique immanente et pas du tout dans une vision d'adhésion à un donné qui se révèle.** » Et Thibaud Collin de préciser que : « **Sarkozy est très optimiste sur la possibilité que les musulmans intègrent les valeurs de la République.** » Alain Bauer, quant à lui, indique qu'« **il y a une réappropriation de l'espace spirituel par le président de la République, ce qui est une nouveauté. Pas parce que ses prédécesseurs n'avaient pas d'espace spirituel, mais parce qu'on est sorti du non-dit au profit d'une pensée structurée. Je crois que c'est ce qui perturbe, beaucoup plus qu'une éventuelle remise en cause d'une laïcité républicaine que certains ont, par ailleurs largement mythifiée, en ignorant aussi sa dimension spirituelle.** » Un blanchage des francs-maçons ?

Et que dire de Georges-Marc Benamou qui affirme au *Nouvel Observateur* (6) qu'il a rejoint « **Sarkozy sur une base laïque et républicaine, parce qu'il semblait dans le droit-fil de Clemenceau et Mandel** » et que certains de ses amis de gauche sont

devenus sarkozystes pendant la présidentielle « **parce qu'ils ne supportaient pas Ségo, qui fleurerait trop le bénitier** » !

## Vision communautaire

L'hebdo de Jean Daniel appelle pourtant le conseiller de Nicolas Sarkozy à être moins naïf, car il souhaite que le président de la République respecte « **le pacte laïque** » (sic). Et *Le Nouvel Obs*, comme *Minute* (lire plus haut), de rappeler que « **tout ou presque était déjà écrit depuis des années. [...] C'est en 2003, avec le père Verdin [...] que Sarkozy a théorisé son Dieu politique. En ce temps-là, il dialogue plutôt avec Allah. Alors ministre de l'Intérieur, il veut construire un "islam à la française" et s'investit dans la création du très controversé Conseil français du culte musulman (CFCM). Il défend le droit des musulmans à vivre leur religion dans la dignité républicaine. Mais il noue aussi avec l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). (...) "Simplement des orthodoxes", proclame-t-il. Et, contre les modérés, il installe ces "orthodoxes" au cœur de son paysage. C'est pragmatique : on ne peut pas construire l'islam de France en excluant une partie – militante, jeune et active – de sa réalité. C'est cynique : l'UOIF, parie Sarkozy, changera par sa notabilisation. C'est politique enfin : pour certains "experts" en islam, les pays occidentaux doivent ap-**

**puyer les Frères musulmans afin de contrer les terroristes islamistes...** » C'est surtout une vision électoraliste qui prend désormais en compte l'explosion des communautés et qui s'appuie, de ce fait, sur les communautarismes.

« **La reconnaissance des mosquées [a en effet] tenu lieu de politique sociale.** » Mais Nicolas Sarkozy a poussé trop loin son pari. Ainsi, « **l'incendie des banlieues, en novembre 2005, en offre la preuve. L'UOIF, dans un dernier geste sarkozien, rédige une fatwa anti-émeute, splendidement inutile. Des jeunes barbus, indépendants des institutions, lancent des appels au calme autrement plus efficaces** »...

Idem avec la communauté juive. Ainsi, toujours selon *Le Nouvel Obs*, Nicolas Sarkozy ne manifeste pas « **de curiosité pour le judaïsme.** "Ce n'est pas quelqu'un comme Mitterrand, qui méditait sur le livre de Job", dit le rabbin Blum. Jacques Chirac aimait les religieux de stricte obédience, comme les loubavitchs, qui contentaient son goût du folklore et des liturgies anciennes. Rien de tel chez Nicolas Sarkozy. Il entretient des relations plutôt tendues avec le grand rabbin de France, Joseph Sitruk. [...] En revanche, "il connaît bien la communauté juive", selon un ami, Joël Mergui, président du Consistoire de Paris. Il comprend ses attentes, ses angoisses »... Mais comme chez les musulmans, à trop en faire, Nicolas Sarkozy a déçu une partie de la communauté juive...

## L'ineptie du Ralliement

Une vision communautaire d'assemblage de strates, organisée selon le bon vouloir et les lubies du "prince", qui veut nous faire croire qu'au-delà des musulmans et des israélites il y a également une forte présence des catholiques dans son gouvernement et son entourage. Ne se proclame-t-il pas lui-même catholique ? Ainsi, ce pouvoir est « **le plus "catholique" qu'on ait connu depuis longtemps. Le gouvernement est rempli de croyants qui s'assument (Christine Boutin, François Fillon, Jean-Marie Bockel, Xavier Darcos [accessoirement franc-maçon, NDLR], Michèle Alliot-Marie). Jusqu'à Rachida Dati, qui fait campagne pour les municipales à Paris en allant à la messe et qui a demandé – en vain – à participer au voyage de Rome... Plus troublant encore, l'Élysée prend des airs d'aumônerie ! Catho, Claude Guéant, surnommé le "Cardinal". Catho, Henri Guaino la plume républicaine de Sarkozy. Catho, enfin, Emmanuelle Mignon, directrice adjointe du cabinet.** » (7) L'ancienne des Scouts unitaires de France, et qui ne voit pas le danger de la scientologie, préfère corriger en indiquant qu'elle se sent plus proche aujourd'hui du « **dogme protestant** »...

Certes, mais avoir des catholiques ou présumés tels



► dans un gouvernement fait-il de ce dernier un gouvernement réellement chrétien ? Qu'est-ce qui prime pour un prince ? Se proclamer chrétien ou agir réellement selon la loi naturelle ? Surtout lorsque l'on voit un tel étalage de vulgarité, un tel règne du veau d'or, une telle absence d'humilité, une telle promotion des intérêts particuliers. Et que penser du fait que Nicolas Sarkozy « a conservé assez peu de souvenirs du catéchisme. [...] Ce n'est pas l'Amour qui le bouleverse, ni bien sûr le message [...] des Écritures. Pas plus que l'orthodoxie de la foi. Ce qui intéresse Sarkozy, c'est l'élan intérieur qui soulève les montagnes. » (8) Depuis l'inepte Ralliement voulu par le pape Léon XIII, bon nombre de catholiques ont cru à la mise en place d'une bonne république, que ce soit à travers la démocratie chrétienne ou de partis républicains plus conservateurs. Or cela n'a pas empêché des lois toujours plus contraires à la loi naturelle. La République, dans son immense tolérance, a en effet persécuté les catholiques au début du XX<sup>e</sup> siècle : Inventaires, fichage des officiers, et bien entendu application de la loi de 1905. Ainsi, Emmanuelle Mignon de préciser : « Depuis un siècle, on nous répète le même discours : la laïcité, la loi de 1905, c'est formidable ! On oublie les moines et les religieuses qu'on a chassés de leurs monastères, le sort fait aux congrégations. En réalité, la loi de 1905 n'a pas apaisé, elle a voulu éradiquer la religion. Et de cela on en voit encore des signes tous les jours ! » (9) Et que dire de la volonté de François Bayrou, à l'époque ministre de l'Éducation, de "toileter" la loi Falloux ? Dans les rues en 1994, tout ce que la République comptait alors de thuriféraires, de défenseurs intransigeants du laïcisme défilaient pour protéger le régime déjà en danger... Il serait également bon de rappeler à Mme Mignon que la République s'est construite dans la persécution que cela lui est même consubstantiel. Et de réaffirmer avec force que 1793 a

été rendu possible parce qu'il y a eu 1789... Et que de vouloir pratiquer sa foi catholique dans le cadre des droits de l'homme est un oxymore.

De même avec les racines chrétiennes de l'Europe. Si Nicolas Sarkozy proclame cette évidence lors de son discours du 20 décembre dernier au Latran, et ce au grand dam des laïcards, cela ne doit pas nous faire oublier que



les racines ne sont qu'un point de départ pour assurer des fondations... Mais, là encore, ce qui compte c'est que princes et gouvernements agissent en chrétiens, c'est-à-dire soient fidèles à la loi naturelle dont vivent les cités. Ce rajout des racines chrétiennes à une "constitution" européenne ne devrait même pas être tenu en considération par les catholiques puisque, christianisée de cette façon, cette constitution n'aurait rien de politiquement satisfaisant.

Fidèles aux légistes de Philippe le Bel, au parti des Politiques, nous reconnaissons qu'il y a bien un pouvoir spirituel et un pouvoir temporel mais que le roi de France est "empereur en son royaume". C'est pourquoi, il est illusoire de croire à un parti catholique dans le système républicain. Là encore, est chrétien selon l'expérience de nos rois et de la monarchie, la fidélité à la loi naturelle. La grandeur de Maurras et de l'Action française est de proposer doctrine et combat à des non-croyants en conformité avec cette loi. Il est même bon, comme le fait Lionel Imbert (10), de rappeler quelques évidences quant aux rapports entre Maurras et l'Église. Quelle erreur

chez ceux (comme Bernard-Henri Lévy ou la revue *Golias*), criant au retour de l'alliance du sabre et du goupillon, et qui établissent « un parallèle entre Nicolas Sarkozy et excusez du peu, Charles Maurras, le théoricien contre-révolutionnaire, le "maître" de l'Action française [...], chez l'un comme chez l'autre une attirance pour l'Église catholique qui ne s'expliquerait que par leur

désir de renforcer une structure d'ordre. D'abord parce que cela fait fi de la quête spirituelle de Maurras ; ensuite parce que Nicolas Sarkozy ne cherche pas à retrouver l'ordre qui sied à la société, mais à instaurer son ordre, fût-il un désordre, dès lors qu'il peut donner l'illusion qu'il le contrôle. » C'est pourquoi, nous disons à tous nos amis qui se contentent d'une action purement confessionnelle qu'il n'y a qu'une seule voie pour retrouver et appliquer la loi naturelle : politique d'abord !

ARNAUD NAUDIN

- (1) Libération n° 8338 du 26 février 2008.
- (2) Marianne n°561 du 19 au 25 janvier 2008.
- (3) et (10) Minute n°2342 du 23 janvier 2008.
- (4) La République, les religions, l'espérance par Nicolas Sarkozy, entretiens avec Thibaud Collin et Philippe Verdin.
- (5) Valeurs actuelles n°3716 du 15 au 21 février 2008.
- (6), (7), (8) et (9) Le Nouvel Observateur n°2258 du 14 au 20 février 2008.

## Liberté, égalité, fraternité

### II – Égalité

La seconde des idées révolutionnaires, le principe d'Égalité, constitutif du régime démocratique, livra le pouvoir au plus grand nombre, aux éléments inférieurs de la nation, producteurs moins énergiques et plus voraces consommateurs, qui font le moins et mangent le plus. Découragé, s'il est entreprenant, par les tracasseries de l'Administration, représentante légale du plus grand nombre, mais, s'il est faible ou routinier, encouragé par les faveurs dont

la même administration fait bénéficier sa paresse, notre Français se résigna à devenir un parasite des bureaux, de sorte que se ralentit et faillit s'éteindre une activité nationale où les individus ne sont pas aidés à devenir des personnes et les personnes étant plutôt rétrogradées jusqu'à la condition des individus en troupeaux.

Charles Maurras

Romantisme et Révolution, préface

### Contradiction apparente

Nous abordons le deuxième volet du désordre social, en contradiction apparente avec le premier. En effet, à première vue, liberté absolue et égalité sont des termes antinomiques. La li-

Cicéron, Maurras évoque la foule de ceux qui coûtent au corps social plus qu'ils ne lui rapportent, le grand nombre de ceux qui, poussés par les démagogues, voteront les dépenses que le petit nombre réglera. La foule gaspillera, les créateurs de richesses s'épuiseront, et la société sombrera dans l'appauvrissement.

La liberté sans frein ayant engendré l'administration, car il faut bien que l'élu tienne son électeur, cette dernière va se mettre naturellement au service de l'égalité socialisante. Le Français actif et indépendant connaîtra d'abord les freins et les brimades des bureaux mis au service de l'en vie égalitaire, et bientôt le citoyen qui pouvait contribuer à la prospérité générale, qui était une personne, c'est-à-dire un être conscient et responsable, conscient de ses droits, de ses devoirs et de ses possibilités, se dégradera en simple individu, consommateur assisté de l'État-providence.

En voulant concilier des principes frères, dangereux séparément, mortels quand ils sont associés, la démocratie désagrège la société et ravale les personnes au rang d'individus soumis.

« Les libertés, cette énonciation est un nonsens. La Liberté est. Elle a cela de commun avec Dieu, qu'elle exclut le pluriel. Elle aussi dit : *sum qui sum*. » (1)

Le lecteur aura reconnu les accents inimitables de Victor Hugo quand il se prend pour un penseur. Leconte de Lisle a dit qu'il était bête comme l'Himalaya (2). C'est pourtant à l'ombre de l'inégalité recon nue, protectrice, que peuvent fleurir les libertés qui assurent l'épanouissement de la personne, sa réalisation pour le bien commun.

GÉRARD BAUDIN

- (1) Je suis celui qui suis. Actes et Paroles, tome II.
- (2) Léon Daudet, Fantômes et Vivants.



Charles Maurras

berté sans bornes offre aux membres de la société la loi de la jungle où le fort écrase le faible. Sous la Révolution, la loi Le Chapelier, mère du problème ouvrier, en fut un exemple illustre. La destruction des corporations au nom de la Liberté livra l'ouvrier à l'arbitraire patronal.

Mais, contrairement selon les règles de la logique classique, les deux éléments de la doctrine républicaine, le libéralisme et l'égalitarisme sont complémentaires dans la mystique démocratique puisqu'ils relèvent du même principe faux, l'autonomie de l'individu.

### Les conséquences de l'Égalité

Il existe certes une égalité spécifique entre tous les hommes, mais cette égalité par essence n'empêche pas l'inégalité individuelle des conditions, l'inégalité accidentelle qui fonde les droits relatifs des membres d'une société saine et raisonnable.

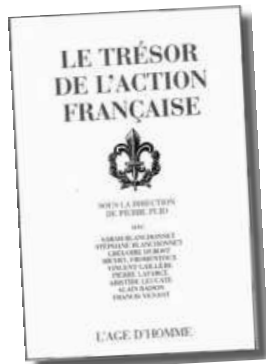
Le pouvoir, en république, va donc être en apparence livré à la masse, et, reprenant les analyses que saint Thomas a tirées d'Aristote et de

### À LIRE ET À OFFRIR

## LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre PUJO

Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT



Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005. Ont été privilégiés ceux qui permettent d'approfondir la pensée

politique de l'Action française en soulignant leur actualité. À travers les études rassemblées dans ce recueil, le lecteur se familiarisera avec Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujot, le marquis de Roux, Henri Vaugeois, découvrant ainsi l'originalité de la pensée d'AF.

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

## REVUES À LIRE

La dernière livraison du Monde de la Bible, n°181 (10 euros), présente un dossier remarquable sur Ces dieux d'Orient concurrents de Jésus. Il reprend la thèse maintenant datée, à fin d'évaluation, de l'appartenance du christianisme aux « religions à mystère ». Ces dernières, importées d'Orient en Grèce, puis à Rome, à compter du III<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne, s'implantèrent par le biais des échanges marchands, puis de l'installation définitive de certains de ces derniers dans plusieurs villes.

Les soldats de l'Empire (grec ou romain) rapportèrent également d'Orient ces religions fascinantes, notamment celle – fort virile – de Mithra. On a longtemps pensé que les Romains s'étaient ouverts à ces religions parce qu'ils délaissaient celles, traditionnelles, de leur Cité. Françoise Dunant témoigne du contraire : « Les historiens, pour la plupart, rejettent désormais cette idée d'une crise du polythéisme antique qui reste bien vivant jusqu'aux premiers siècles de notre ère. » C'est l'empereur byzantin Théodose qui, en 392, ordonna la fermeture de tous les temples païens auxquels restaient fidèles bien des vieux "Romains".

Deux autres articles retiennent particulièrement l'attention : celui de Marie-Françoise Baslez (Des cultes d'immigrés à visée universelle) et celui de Nicole Bayache qui pose la question décisive : « Le christianisme antique était-il une "religion orientale" ? » – pour y répondre par la négative : en dépit d'analogies profondes, le christianisme affirmait très fermement son monothéisme et, non sans intransigeance, sa spécificité. Par ailleurs « il n'y avait rien de commun entre les communautés d'initiés des religions orientales et l'Église chrétienne. Les premiers rassemblaient des compagnons d'expérience religieuse sur un mode associatif traditionnel – du type des guildes ou des clubs – qui reproduisait les hiérarchies de la société dominante. L'Église ambitionna de fonder une nouvelle société, une "cité de Dieu", universelle mais exclusive, dotée d'une hiérarchie originale fondée sur le charisme, établissant ses propres règles éthiques et sociales, et constituée de la somme de ses églises ne faisant qu'un seul corps. »

La question de savoir pourquoi le christianisme a pu triompher parmi une offre aussi large tarabuste les chercheurs, y compris incroyants, comme, récemment, un Paul Veyne. Elle n'est pas moins troublante que celle de son injuste discrédit actuel...

F. V.

## HISTOIRE ET PATRIMOINE

# À la rencontre du monde byzantin

L'Empire byzantin fascine sans qu'il soit toujours pris en bonne part, cependant. Sa richesse ("C'est Byzance !"),

**C'est surtout grâce à l'orthodoxie, à sa spiritualité, à sa liturgie que Byzance se survit.**

la subtilité voire la sophistication de sa pensée, notamment théologique (cf. les querelles byzantines), la violence et la cruauté de ses jeux de pouvoir (cf. l'impératrice Irène qui fait aveugler son fils) avaient de quoi nourrir les imaginations quand il aurait fallu, d'abord, penser Byzance.

S'ajoute à cela une méfiance de principe s'enracinant dans quelques rejets : celui du christianisme orthodoxe qui refusa la juridiction universelle du pape et les novations latines (le Filioque, le célibat des prêtres, le purgatoire, etc.), celui de la fusion – réelle ou présumée – de l'Église et de l'État, celui enfin de la prétention byzantine d'être l'Empire romain légitime (qu'un Charlemagne prétendit restaurer en Occident). Heureusement, le travail de l'historien est là pour objectiver les choses même s'il ne lui revient pas de les résoudre, par exemple quand elles relèvent de la foi.

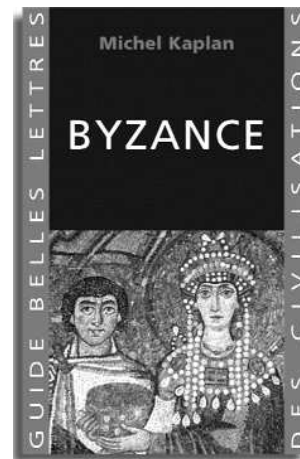
Le livre de Michel Kaplan, *Byzance*, paru dans l'estimable collection Guide Belles Lettres est de nature à nous rendre ce service. Il ne nous offre pas une nouvelle interprétation de l'Empire romain d'Orient mais une précieuse synthèse de l'histoire et du monde byzantin.

## Penser Byzance

Peut-être conviendrait-il de s'attarder sur ses aspects les plus méconnus comme, par exemple, l'analyse des classes sociales et de l'économie, ou encore celle des arts, des loisirs et de la vie privée, toutes déclinées dans des chapitres vivants. Mais tenons-nous en cependant à ce qui reste le plus problématique et qui fait préjugé : la légitimité romaine de Byzance est signalée par l'auteur quand il rappelle que Clovis obtint le titre souhaité de consul de l'Empire ou qu'« au tournant du VI<sup>e</sup> et du VII<sup>e</sup> siècles, Grégoire le Grand, qui a d'ailleurs été longtemps représentant du pape sur les rives du Bosphore, se veut toujours sujet de cet Empire à ses yeux unique. Jusqu'à la chute de l'Exarchat de Ravenne en 751, les papes sollicitaient de l'exarque, représentant de l'empereur, la confir-

mation de leur élection. Rome est le point extrême en Occident de l'Empire byzantin. » (p. 181) Il n'en demeure pas moins que Rome refusa l'iconoclasme de l'empereur Léon III, marquant en cela l'indépendance de l'Église.

L'Église byzantine fut-elle davantage soumise ? C'est ce que l'on peut penser, mais jusqu'à un certain point seulement. La conception d'un Empire "œcuménique", héritier de Rome et chrétien par la grâce de Dieu, et la place suréminente de l'empereur plaident en ce sens : « La puissance impériale, quand elle est exercée dans le rythme et dans l'ordre, est l'image de l'harmonie et du mouvement que le demiurge a donné de l'Univers » explique l'empereur Constantin VII Porphyrogénète (cité p. 104). Il reste que si le patriarche et son synode sont, le plus souvent, comme des fonctionnaires religieux de l'Empire, le corps de l'Église préserva toujours son indépendance, tant théorique – l'empereur devait en effet professer et défendre la foi orthodoxe et les Pères de l'Église affirmèrent toujours, comme saint Jean Damascène qu'« il n'appartient pas à César de s'occuper des définitions de la foi » – que pratique – le sang des martyrs coula à flots pour défendre la vraie foi contre les empereurs iconoclastes et mo-



nophysites ; enfin, l'Église refusa de se plier à la volonté opportuniste de l'empereur de s'unir à Rome (dans des conciles d'union) pour en gagner le soutien contre les musulmans : « Dans les derniers temps de l'Empire, parmi les quelques Byzantins qui restent, l'idée que l'autorité du sultan ottoman est préférable à celle du pape de Rome s'impose largement. L'orthodoxie s'est détachée de l'Empire : la conscience de lui appartenir l'emporte sur celle d'appartenir à l'Empire. » (p. 183) Il reste que cette orthodoxie "détachée" demeure le grand héritage de l'Empire, elle dont toute la spiritualité, la liturgie et la mentalité profonde (notamment monastique) restent byzantines, y compris dans ses extensions non "grecques" : slave, roumaine, géorgienne et maintenant occidentale. C'est surtout grâce à elle, donc, que Byzance se survit.

FRANCIS VENANT

\* Michel Kaplan : *Byzance*, Les Belles Lettres, 304 pages, 17 euros.

## Bainville et l'histoire (II)

Lors de son lancement, la page "Histoire et Patrimoine" fut mise sous le patronage du grand historien d'AF Jacques Bainville. Nous sommes donc très heureux d'accueillir une série d'articles de M. Gérard Bedel, professeur de lettres classiques et conférencier d'AF, qui prépare un ouvrage sur ce dernier.

### Un difficile équilibre

Nous avons vu dans notre précédent article que l'historien devait chercher les lois de l'histoire, l'invariant sous la diversité. Les hommes, quand il s'agit de penser historiquement pour agir en politique, sont tentés par deux travers : croire que l'actualité pose des problèmes qui n'ont rien à voir avec le passé ou croire que l'histoire se répète tout simplement.

Les uns ont pensé que la découverte de la vapeur et du télégraphe reléguait l'histoire au musée, leurs enfants furent persuadés que c'était l'électricité, leurs petits-enfants la bombe atomique. Combien sourient aujourd'hui devant leur ordinateur en pensant qu'au siècle d'Internet les leçons de l'Empire romain et du traité de Westphalie sont bonnes pour la poussière du grenier ! « Nous croyons toujours que tout est

nouveau, alors que nous refaisons les expériences que les hommes des autres siècles ont faites et que nous repassons par les mêmes chemins qu'eux. » (Les Dictateurs, Introduction)

D'autres s'imaginent qu'une simple connaissance de l'histoire leur suffira pour se diriger dans le monde où ils vivent. Louis XVI, dès le début des troubles qui annonçèrent la Révolution, fit des concessions parce qu'il savait que l'intransigeance avait conduit Charles I<sup>er</sup> d'Angleterre à l'échafaud. La résistance à la guerre ayant en grande partie perdu le roi de France, Nicolas II crut que les armes détourneraient des problèmes intérieurs : la guerre contre le Japon déclencha la révolution, celle contre l'Allemagne la fit triompher. « Les parallèles s'éloignent toujours par quelque endroit. » (Lectures, Origine des révolutions) Bainville avait été jusqu'à dire plus haut : « Il vaut mieux nier les leçons de l'histoire que de les interpréter mal... »

### Pas de déterminisme

Il n'existe pas de lois historiques rigoureuses comme celles des sciences exactes : « Ceux qui, lorsqu'un régime est tombé, proclament que la chute était fatale, parlent à peu près pour

rien dire... L'explication par la fatalité revient donc à dire que les régimes qui périssent commettent la faute qui les achève parce que, devant périr, ils devaient aussi la commettre. Il n'en est pas moins vrai que la faute existe. Par conséquent, elle pouvait être évitée. » (Lectures, Origine des révolutions) Un Louis XVI, un Nicolas II ont considéré les enseignements de l'histoire comme un ensemble de recettes à appliquer mécaniquement. Leur échec ne diminue donc en rien la valeur de l'histoire en politique et de telles constatations laissent la voie libre à l'initiative des hommes. Dans le *Jardin des Lettres*, Bainville rappelle que Richelieu a dit dans son *Testament politique* qu'il ne fallait pas avoir un système mais une méthode, et l'erreur qu'on a commise après lui a été de réduire sa politique en système.

### Savoir choisir

Les variations historiques se situent à l'intérieur des mêmes cadres. Avec une lucidité qui dérange parfois les conclusions hâtives de ses lecteurs, Bainville montre la diversité des possibilités, il montre ce qui a tenu à un fil, qui aurait pu avoir lieu, qui n'a pas eu lieu ; le contraire est arrivé, par hasard ou par négligence.

On aura les conséquences de ses actes, mais on est généralement maître de ces derniers, et une des constantes de l'histoire consiste à ne pas laisser passer l'instant où une solution est possible. Cet instant est fugace, discret, et rien n'est définitif : « Les hommes les plus habiles ne peuvent pas tout calculer. Un des plus grands enseignements de l'histoire, c'est que des mesures bonnes, judicieuses à un moment donné et que les gouvernements ont été félicités d'avoir prises, produisent parfois des circonstances aussi funestes qu'imprévues. » (Revue Universelle, 15 mai 1923, *La Guerre de Cent ans*)

Bainville a rappelé, après Joseph de Maistre, que l'histoire était de la « politique expérimentale ». Mais ses expériences ne s'accomplissent pas dans le calme du laboratoire, dans des conditions voulues et choisies par l'expérimentateur. La politique se révèle donc un art complexe, fragile, qui exige non seulement de solides connaissances mais aussi un esprit vif et délié, un instinct qui ne s'acquiert que par l'étude, la méditation, l'expérience et la tradition. Le fils d'un souverain sera toujours plus apte à exercer un tel art qu'un bonimenteur de comité électoral, fût-il brillant et bardé des diplômes les plus prestigieux.

GÉRARD BEDEL

## Ernst Jünger dans la Pléiade

Dans un numéro de la *Nouvelle Revue de Paris* (1) dédié à Ernst Jünger, Pierre Boutang confiait : « **Pendant plus de quarante ans et mon premier saisissement des Falaises de marbre, cet homme ne m'aura pas quitté : cet homme, non cet écrivain, ce contemporain.** » L'œuvre de Jünger est portée par sa propre destinée, celle d'un allemand francophile, fasciné par les coléoptères, l'ivresse et les rêves.

rite". Cet univers meurtrier mais fascinant, il le mettra en scène en usant d'un réalisme rare dans *Orages d'acier*, publié en 1920 à compte d'auteur. Ce récit débouchera deux ans plus tard sur sa première œuvre théorique, une méditation philosophique sur la

de Weimar, suivi des études de sciences naturelles et endossé les habits de polémiste national-révolutionnaire voire national-blochévique (il sympathise alors avec Ernst Niekisch), exaltant la figure du Travailleur tout en élaborant une critique du nazisme comme

Léon Bloy, « **cristal jumelé de diamant et de boue** ». Mouillé dans l'affaire de l'attentat manqué contre Hitler à l'été 1944, il est renvoyé en Allemagne et versé dans les troupes territoriales. Un de ses fils trouve la mort en Italie, abattu par des partisans.

Quel rapport entre les élections municipales parisiennes et la personnalité d'Ernst Junger ? A priori, aucun. Pourtant, ce rude combattant allemand des deux guerres mondiales, humain, humaniste, nous fait, en ces temps où s'étalent les fausses gloires officielles, ressouvenir du combattant de notre famille d'esprit que fut Pierre de Bénouville, édile pendant si longtemps de nos amis du XII<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

Rien de commun, certes, entre les deux hommes. Aucune commune mesure entre la gloire de l'un et les services de l'autre. Mais nous serions bien étonnés que le Français n'ait pas éprouvé, comme beaucoup d'entre nous, tel Pierre Boutang, le souffle épique qui hante l'œuvre de Junger, que son engagement guerrier ne se resente pas de l'élan guerrier du grand écrivain allemand.

Camelot du roi dans sa jeunesse, mobilisé en 1939, il entre en résistance dès la signature de l'armistice, recruté par le maurassien Jacques Renouvin.

Prisonnier, évadé, il part clandestinement pour l'Afrique du nord, rejoint le réseau Combat d'Henri Frenay, fait la guerre en Italie sous Juin et devient, à 30 ans, le plus jeune général de la France combattante.

Devenu député, il aura le courage de rabrouer Mendès-France, lui reprochant l'abandon des chrétiens indochinois. Ce gaulliste de toujours s'éloigne de son idole à l'occasion du drame algérien, et, avec la même droiture, en 1981, il répond à Badinter que ce que l'homme a de plus précieux ne n'est pas sa vie mais son honneur.

Catholique et royaliste intransigeant, il demeure, selon l'expression de Guy Perrier, dans la biographie qui lui est consacrée l'un des derniers paladins de ce siècle, exemple, lui aussi pour une jeunesse qui veut vivre avec foi sa difficile destinée.

PIERRE DE CARMONTE

**Une nouvelle édition de ses écrits de guerre salue le dixième anniversaire de la mort de l'écrivain allemand.**

Jünger fait aujourd'hui son entrée dans la collection de la Pléiade dix ans après sa mort, non sans provoquer quelques grincements de dents chez les critiques sociaux-démocrates et autres esprits chagrins. Il n'endosse pas la célèbre reliure via ses romans ou ses ouvrages théoriques mais par le biais de ses journaux de guerre. L'édition en a été confiée à l'un des plus éminents spécialistes français de son œuvre, Julien Hervier. Ce dernier a largement revu les traductions existantes. Le premier volume (1914-1918) regroupe notamment les récits autobiographiques de Jünger que sont *Orages d'acier* et *Le Boqueteau 125*. Le second (1939-1948) comprend entre autres *Jardins et Routes* et les deux *Journaux parisiens*.



guerre, *Le Combat comme expérience intérieure* (au titre originellement traduit *La Guerre notre mère*). Un court essai que l'on retrouve dans le premier tome de cette nouvelle édition. En France, ces textes n'ont d'égal que ceux de Drieu la Rochelle dans *La Comédie de Charleroi*.

Le Jünger de la période 1939-1945, véritable émigré de l'intérieur, effaré par le déploiement de la barbarie nazie, n'a plus grand-chose à voir avec le jeune homme découvrant l'adrénaline des tranchées de la Première Guerre mondiale. Il a combattu la République

phénomène totalitaire avec *Sur les falaises de marbre*.

Il ne participe pas vraiment à la campagne de France et trouve le temps de lire les plus récents ouvrages de Bernanos dénichés dans un cantonnement du Nord de la France. D'avril 1941 à septembre 1944, Jünger est la plupart du temps affecté en garnison à Paris. Il fréquente les salons littéraires, notamment celui de Florence Gould, où il sympathise avec Jean Cocteau quand il n'y croise pas son vieil ami Carl Schmitt. Il lit beaucoup – la Bible principalement, mais aussi les œuvres de

### Paris occupé

La figure du Travailleur cède alors sa place dans l'œuvre de Jünger à celle du Rebelle, puis de l'Anarque pratiquant « **le recours aux forêts** ». Voyageant beaucoup, il devient dans les années 1980 une icône de la réconciliation franco-allemande et sera reçu par François Mitterrand à l'Élysée. Cette position, fort éloignée de son nationalisme de l'entre-deux-guerres, il en avait posé les jalons dès la fin de la guerre et la publication en 1948 de *La Paix*, alors étrillé dans *Aspects de la France* par Pierre Boutang – d'une façon peut-être excessive – comme une « **nouvelle formule du germanisme** ». Converti tardivement au catholicisme, Ernst Jünger est mort à l'âge de 102 ans en février 1998.

Que retenir de la vie et de l'œuvre d'Ernst Jünger ? Le combattant d'élite, conscient des liens existant entre la guerre et la politique ? L'analyste du poids croissant de la technique dans notre civilisation ? L'aristocrate pratiquant le "chasse subtile" des insectes volants ? Peut-être tout cela à la fois tant l'homme a brillé par son éclectisme. Ses *Journaux de guerre* sont une des meilleures entrées dans son œuvre et les voici, de surcroît, disponibles dans une remarquable édition. On aurait tort de s'en priver.

PIERRE LAFARGE

\*Ernst Jünger : *Journaux de guerre*. Gallimard, La Pléiade. Tome 1 : 1914-1918, 944 pages, 53 euros (45 euros jusqu'au 30 juin) ; tome 2 : 1939-1948, 1452 pages, 62 euros (55 euros jusqu'au 30 juin). (1) N°3, septembre 1985.

### L'expérience des tranchées

Engagé quelques mois dans la Légion étrangère en 1913 (il contera cette expérience dans *Jeux africains*), le jeune Jünger n'a pas vingt ans lorsque le premier conflit mondial éclate. Il se porte immédiatement volontaire. Dans les tranchées du Pas-de-Calais, quatorze fois blessé, il gagne ses galons d'officier et la plus haute distinction militaire prussienne, l'ordre "pour le mé-

■ Le T.R.P. Dom Gérard Calvet, fondateur du monastère Sainte-Madeleine du Barroux, a été rappelé à Dieu ce 28 février, dans sa quatre-vingt-unième année. Ce deuil affecte tous les Français qui savent quelle reconnaissance ils doivent à cette âme de feu qui, en ces temps d'abandon, a eu le courage apparemment insensé de revigorer la grande tradition monastique capable depuis les temps les plus anciens de porter la société tout entière à se dépasser.

Moine bénédictin à Tournay quand survinrent les grands bouleversements d'après Concile et d'après mai 68, il ne put se résoudre au relâchement de la discipline, au saccage de la liturgie, au rejet de l'habit, à la substitution de l'engagement "social" à la contemplation. Il demanda l'autorisation de faire retraite hors clôture. Puis à Bédouin (Vaucluse), dès 1970, il fut aussitôt rejoint par de jeunes

postulants. En 1978, il entreprit, avec l'aide et les encouragements de Mgr Marcel LeFebvre, la construction du monastère Sainte-Madeleine (près de Carpentras), dont il fut reconnu père abbé par le Saint Siège, tandis que la magnifique église était consacrée le 2 juillet 1989 par le cardinal Gagnon. Ayant résigné sa charge abbatiale en novembre 2003, il continua d'écrire et d'aider la communauté.

Véritable moine-soldat, il n'a jamais hésité pas se porter au secours des personnes condamnées pour assistance à bébés en danger devant les avortoirs, tout comme il avait soutenu les rapatriés d'Algérie, (dont le bachaga Boualem), et pris nettement parti pour les chrétiens du Liban.

## Dom Gérard Calvet

Ses funérailles ont été célébrées ce lundi 3 mars au Barroux en présence de plus d'un millier de personnes venues de France entière et de l'étranger. On remarquait aussi de nombreux prélats dont Mgr Cattenoz, évêque d'Avignon, et de Mgr Perl, secrétaire de la Commission Ecclesia Dei, qui a lu un communiqué de S.S. le pape Benoît XVI rendant hommage à Dom Gérard, grand défenseur de la Tradition dans l'Église.

Dans notre dossier de L'A.F. 2000 sur les 900 ans de Cîteaux le 19 mars 1998, Dom Gérard, acceptant spontanément de s'entretenir avec nous, avait notamment dit : « **Les barbares modernes croient leur idéologie plus prometteuse que notre foi. Mais s'ils voient se vivre,**

**sous leurs yeux, une forme de vie supérieure à ce qu'ils rêvent de réaliser, alors c'est le barbare qui vient frapper à la porte du monastère ; il vient demander au moine le secret de l'harmonie perdue et le moyen de vivre en société. Alors le moine convertit le barbare et une nouvelle civilisation s'ébauche : cela peut demander deux ou trois cents ans ; cependant la vérité est une plante vivace ; elle finit toujours par percer la carapace de terre qui la recouvre. »**

Dom Gérard, en notre monde qui souffre tant de désenchantement, laisse à la fois un grand exemple et de fermes réponses. Même les affaires temporelles seraient mieux gérées si l'on reprenait l'habitude de tout considérer autrement qu'à ras-de-terre.

MICHEL FROMENTOUX

MAURIZIO SERRA

**Les Frères séparés**

La Table Ronde - 328 p. - 23 euros

Drieu, Aragon, Malraux : trois destins d'écrivains engagés passés en revue par le diplomate italien Maurizio Serra. Voici une plongée remarquable dans une génération marquée par le surréalisme, le communisme et le fascisme, ces grandes religions laïques du XX<sup>e</sup> siècle. Une génération dont les engagements politiques ont été voués à l'échec : « Ensemble et séparément, ils ont joué la musique polyphonique des idéologies du XX<sup>e</sup> siècle français et européen ; ils nous ont laissé sans doute plus de questions que de réponses, cherchant dans l'écriture une compensation à la mort, à la tragédie de l'histoire et à l'échec de la révolution. »

L'auteur fait ici la démonstration d'une grande connaissance de la littérature française et notamment des auteurs militants de droite. Son livre est entre autres nourri d'entretiens avec Michel Mohrt, Michel Déon et Gabriel Matzneff. Un essai à ne pas rater.

P.L.

\* Traduit par Carole Cavallera. Préface de Pierre Assoulin.

LEWIS LAPHAM

**Avec les Beatles**

La Table Ronde - 152 p. - 13,50 €

En février 1968, un jeune journaliste américain du Saturday Evening Post, Lewis Lapham, part au pied de l'Himalaya faire un reportage sur les Beatles, alors en stage de méditation transcendante dans l'ashram du Gourou Maharishi Mahesh Yogi. Quarante ans après, il livre son récit et ses impressions sur ce reportage.

On y croise les quatre Beatles, (qui composent sur place une bonne partie de l'album blanc), mais aussi certains membres Beach Boys, Donovan, et Mia Farrow, la femme de Franck Sinatra, des étudiants américains en vacances, de grands bourgeois européens... Entre égoïsme libéral européen et pseudo mysticisme oriental, le naturel reprend vite le dessus, comme le confie Ringo, qui compare son séjour à une colonie de vacances, sauf que « les vacanciers s'asseyaient en cercle pour se regarder le nombril, ce qui était parfait pendant quelques jours mais pas beaucoup plus longtemps, surtout quand la bouffe n'est pas bonne et qu'il fallait chasser les scorpiens de la baignoire avant de prendre un bain ». Un joli cahier photo complète cet instantané sur la culture pop et le flower power.

PHILIPPE ALEYRAC

**Métaphysique de la Chair**

Fabrice Hadjadj écrit là où on ne l'attend pas, et c'est heureux. Philosophe, essayiste, catholique, polémiste, toutes les

étiquettes lui conviennent, mais aucune n'arrive à le cerner complètement. Peut-être faudrait-il le rapprocher de cette sensibilité philosophique, qui, de Nietzsche à Thibon, s'est appelée, non sans ironie, édifiante.

l'écriture, il réussit à rendre compte du lien intime que la chair entretient avec le christianisme. Il est une pensée et une pratique charnelle, et demande une vie consacrée, investie spirituellement et

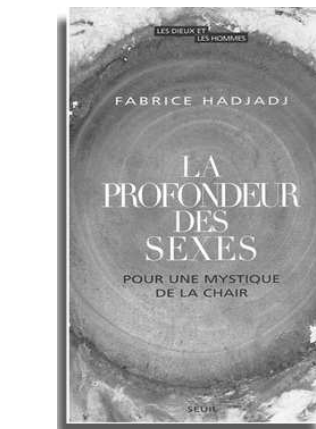
déteste la créature. Tous deux ne connaissent l'amour que partiellement, tant ils se rendent incapables, par leurs pratiques spirituelle et physique, de l'amour authentique.

**L'amour complet du chrétien ne souffre ni les limites moralisantes du puritain, ni la superficialité de l'hédoniste au rabais.**

**Poète et philosophe**

Fabrice Hadjadj surprend et dérouté ses lecteurs en empruntant pour traiter un sujet connu la voie inconnue d'une dialectique subtile entremêlée de poésie et de métaphores évocatrices. Son dernier essai porte sur la sexualité : on s'attend à une somme de théologie morale un peu rébarbative, on découvre un récit vivant et enlevé sur l'homme, la femme, et l'engendrement. Sous sa plume, la philosophie n'est plus l'accumulation de connaissances abstraites, mais la participation à une éducation complète, où le lecteur prend la place du disciple attentif.

La langue du maître a la vie et la plastique de l'enseignement vivant de l'eros theoretikos des origines. Et tout le talent d'Hadjadj tient dans cette prouesse. Par



physiquement entre deux partenaires de sexes opposés. L'amour complet du chrétien ne souffre ni les limites moralisantes du puritain, ni la superficialité de l'hédoniste au rabais. Au libertin qui change de partenaire tous les soirs et chosifie l'acte sexuel répond le puritain qui adore le Créateur mais

Être chrétien, c'est aussi reconstituer l'unité de l'acte d'amour, qui se pense, se vit, se transforme à travers les âges, durant toute la vie d'un couple, pour finalement déborder dans l'enfantement. Celui-ci arrive toujours au moment le moins attendu, et renouvelle la vie du couple par les nouvelles interrogations qu'il pose, que l'auteur réussit à porter à hauteur philosophique et théologique.

Hadjadj parle de profondeur des sexes, et non simplement de leur différence. La foi engage l'être dans son entier et ne supporte pas la superficialité, ce dont témoigne une nouvelle fois Fabrice Hadjadj à travers son essai lumineux.

PIERRE CARVIN

\* Fabrice Hadjadj : La Profondeur des sexes. Pour une métaphysique de la Chair, Seuil, 20 euros.

**Fécondité trois fois millénaire de la thalassocratie phénicienne**

La Méditerranée des Phéniciens est exposée à l'Institut du Monde arabe de telle façon qu'elle procure un panorama presque exhaustif des connaissances actuelles. Élisabeth Fontan et Hélène Le Meaux font justement partir les études phéniciennes du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand l'abbé Barthélémy déchiffre l'alphabet à partir de l'inscription gravée en phénicien et en grec sur le cippe de Malte.

Au siècle suivant, quand Napoléon III confie à Ernest Renan, patron des études sémitiques, une recherche qui sera menée d'octobre 1860 à octobre 1861, celui-ci estime que l'archéologie phénicienne est « pauvre, réduite à un état pitoyable ».

**La prospérité phénicienne**

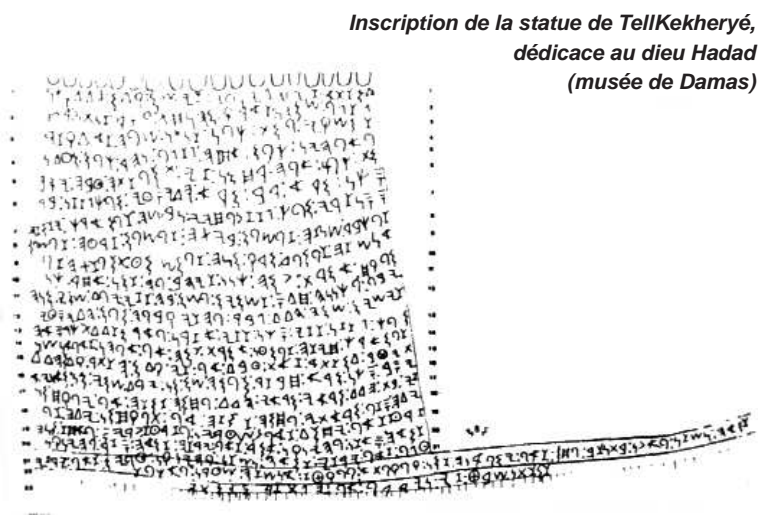
Ce qui est accessible aujourd'hui de l'histoire des Phéniciens s'inscrit entre deux dates : le XII<sup>e</sup> siècle av. J.-C., et la conquête d'Alexandre (333-332 av. J.-C.). Leur zone de peuplement correspond au Liban actuel ; leur ethnie et leur langue sont sémitiques.

Maîtrise de la navigation et du commerce fondent la prospérité phénicienne. La structure des ports, l'autonomie politique des cités, avec certaines solides alliances, préfigurent assez bien le système hanséatique du Moyen Âge européen.

Par la voix du prophète Ezéchiel, nous disposons, au sujet de



Scarabée mentionnant Sadocq-Re, un marchand sémite qui faisait affaire avec les Égyptiens



Inscription de la statue de TellKekheryé, dédicace au dieu Hadad (musée de Damas)

Tyr – qui peut correspondre à Hambourg sur la Baltique – d'un vrai chapitre de géographie économique : « O toi qui es assise au bord de la mer et qui trafiques avec les peuples d'un grand nombre d'îles [...] ceux qui t'ont bâtie t'ont rendue parfaite en beauté [...] ceux de Tarsis trafiquent avec toi. À cause de tous les biens que tu avais en abondance : d'argent, de fer, d'étain et de plomb, ils pourvoient tes marchés [...] les anciens de Guebal et ses ouvriers habiles étaient chez toi [...] la Syrie trafiquait avec toi à cause du grand nombre de tes produits. » La puissance de Tyr disparut quand la ville fut emportée par un cataclysme : d'où l'élegie prononcée par Ezéchiel : « Au jour de ta chute [...] dans leur douleur ils diront : qui était

comme Tyr, comme cette ville détruite au milieu de la mer ? » Il convient de noter ici que la cité de Carthage fut fondée en 814 av. J.-C. Par des émigrés tyriens.

**La très complexe gestation de l'alphabet**

Professeur à l'Institut d'études sémitiques du Collège de France, Pierre Bordreuil fait une mise au point essentielle : « Dans la région de Tyane, au sud de l'Anatolie, où cohabitaient écriture cunéiforme assyrienne, écriture hiéroglyphique louvite et alphabet ouest-sémitique (phénicien/araméen) ont pu s'ébaucher des alphabets ultérieurs comme l'alphabet phrygien entre 800 et 750 dont les lettres présen-

tent des ressemblances à la fois avec les lettres ouest-sémitiques et les plus anciennes lettres grecques [...] C'est entre le IX<sup>e</sup> et le VIII<sup>e</sup> siècles qu'a pu se produire ce passage de l'écriture linéaire ouest-sémitique au monde grec. » C'est là qu'intervient Hérodote (Histoires, V, 58) marquant la nouveauté introduite par l'alphabet grec, à savoir la notation systématique des voyelles : « Ils [les Grecs ioniens] apprirent des Phéniciens les lettres de l'alphabet et les employèrent avec quelques changements ; en les adoptant, ils leur donnèrent [...] le nom de caractères phéniciens. »

PERCEVAL

\* Exposition à l'Institut du Monde arabe, jusqu'au 20 avril 2008.

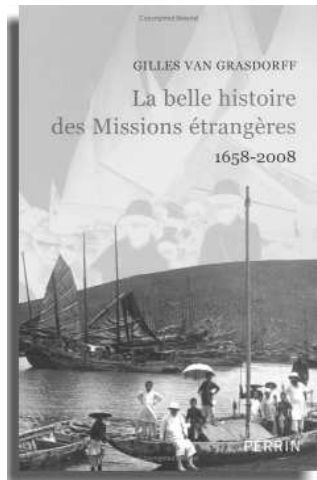
L'Institut des Missions étrangères de Paris célèbre cette année son trois cent cinquantième anniversaire avec un certain éclat et une confiance intacte en l'avenir. Heureux retour pour une œuvre missionnaire que, voilà un demi-siècle, quelques-uns prétendaient amenée à disparaître. Plusieurs livres s'y intéressent.

**Le 350<sup>e</sup> anniversaire de l'Institut des Missions étrangères de Paris**

La Belle Histoire des Missions étrangères, de Gilles van Grasdorff, récit historique circonstancié, sinon exhaustif, de lecture aisée, va à l'essentiel. En 1658, le pape Alexandre VII admet que le système des patronages, établi au profit de l'Espagne et du Portugal, a cessé de fonctionner. Ces puissances sur le déclin, si elles ont sans vergogne exploité les richesses de l'Asie, y ont mal œuvré à l'évangélisation, contrepartie des avantages accordés. Commerce et politique ont pris le pas sur le spirituel. Nombre de missionnaires donnent, dans ces pays, une image scandaleuse de l'Église.

Pour y remédier, non sans inquiétude, car il redoute que la France ne fasse pas mieux, le souverain pontife confère à deux prêtres français, Pallu et Lambert

de La Motte, les titres de vicaires apostoliques pour le Tonkin et la Cochinchine, seules régions où les communautés catholiques subsistent encore. Charge à eux, puis à ceux qu'ils entraîneront à leur suite, d'assurer le développement de ces chrétientés locales, base de départ d'une expansion



à travers toute l'Asie, et la formation d'un clergé et d'un épiscopat autochtones. Au prix de difficultés souvent effarantes, en veillant, avec l'appui de la monarchie, à ne pas grever cet apostolat par des considérations diplomatiques ou commerciales déplacées, les Missions étrangères entament leur œuvre. Interrompue par la Révolution, qui coupe les missionnaires de leur patrie et de leurs supérieurs. En 1815, tout paraît anéanti.

C'est alors que lève, contre toute attente, une moisson de vocations sans précédent. Pendant quatre-vingt-dix ans, la France enverra sans relâche des contingents de très jeunes prêtres aventureux, d'un courage et d'une foi sans faille, animés d'un amour des âmes et du Christ qui leur fait braver le martyre prévisible. Beaucoup d'entre eux mourront là-bas, sou-

vent dans les supplices, et baptiseront dans leur sang les Églises vietnamienne, chinoise, coréenne, japonaise. Cependant, comme le rappelle à raison Gilles van Grasdorff, aucun de ces garçons, si turbulents que le noble Faubourg les surnommait « les voyous de la rue du Bac », ne partit dans une recherche complaisante et malsaine de la mort. Tout au contraire. C'est leur vraie grandeur.

**Épopée inachevée**

Ouvrage collectif sous la direction de Marcel Launay et Gérard Moussay, *Les Missions étrangères* se veut plus ambitieux, car il embrasse, au fil de chapitres très spécialisés mais jamais ennuyeux, et d'une iconographie extraordinaire, l'histoire de l'Institut, les hommes qui l'illustrèrent, le fruit de leur travail. Éminents spécialistes des langues orientales, qu'ils furent longtemps les seuls à posséder, ces prêtres se révélèrent naturalistes, botanistes, géographes, ethnographes. Sur le terrain, leur charité active fit merveille. Leur refus des systèmes de castes, du rejet des pauvres, les soins dispensés aux malades, aux lépreux, aux orphelins, un début d'émancipation des femmes, s'ils leur firent nombre d'ennemis, leur gagnèrent encore plus de cœurs.

La christianisation de la Corée par le biais de lettrés qui avaient lu un catéchisme chinois et se convertirent sans avoir jamais rencontré un prêtre, ou la surprise des missionnaires découvrant, après deux siècles d'isolement, la survie d'une catholicité nipponne sauvée par sa dévotion mariale, restent, avec la geste ininterrompue des martyrs du Vietnam, les pages les plus bouleversantes d'une épo-

pée loin d'être achevée, qui donne encore des témoins à l'Église. Il importe de le savoir.

**Dans l'enfer maoïste**

À l'approche des Jeux olympiques de Pékin, s'inquiéter du sort des catholiques en Chine pourrait s'avérer opportun. Il est donc utile de se plonger dans *Le Livre rouge des martyrs chinois* de Gerolamo Fazzini. Titre ambigu, car, exception faite des trappistes de Notre-Dame de Consolation, poussés par les communistes dans une éfarfante marche à la mort, la plupart des chrétiens, prêtres ou laïcs, évoqués ici, ont survécu aux bagnes et aux sévices. Choix volontaire de l'éditeur italien, les vrais suppliciés n'ayant pas manqué. Choix sans doute dicté par l'impossibilité actuelle de rassembler à leur sujet des documents fiables. Au contraire, les confesseurs revenus de l'enfer maoïste ont eu le loisir de raconter leur calvaire. Ce sont précisément ces écrits que vous trouverez ici. La vaillance et la foi invincibles des abbés Li, Huang, Tiande, qui finirent par laisser leurs persécuteurs, résonnent comme un bouleversant écho aux actes des martyrs antiques, et l'une des plus belles démonstrations de l'universalité d'une Église animée du même Esprit en tous les siècles et sur tous les continents.

ANNE BERNET

\* Gilles van Grasdorff : *La Belle Histoire des Missions étrangères*. Perrin, 492 p., 24 euros.

\* Collectif : *Les Missions étrangères*. Perrin, 432 p., 56,50 euros.

\* Gerolamo Fazzini : *Le Livre rouge des martyrs chinois*. Salvator, 300 p., 19,90 euros.

ANDRÉ BONET  
**Les Chrétiens oubliés du Tibet**

Presses de la Renaissance  
320 p. - 21 euros

Au XIV<sup>e</sup> siècle, un franciscain italien, le père Odo-ric, découvre le Tibet et en revient animé de la volonté de l'évangéliser. La mort l'empêchera d'y retourner. Avec lui débute la mission la plus frustrante et la plus difficile, à la rencontre d'un pays féodal entièrement fermé aux influences étrangères, sous la domination des Lamas, pour la plupart d'une féroce intolérance, puis sous celle des communistes chinois. Les pères des Missions étrangères, relayés par les moines du Grand-Saint-Bernard, que leurs qualités d'alpinistes rendaient plus aptes à de terribles randonnées en haute montagne, tenteront, au prix du sang – celui des martyrs et celui des religieux morts d'épuisement ou dans des accidents – de gagner les Tibétains au Christ. Pour un résultat, aujourd'hui encore, dérisoire. L'Église du Tibet se borne à deux prêtres appartenant au clergé toléré par Pékin, et quelques milliers de fidèles isolés. C'est cette conquête impossible, ou toujours à refaire, que raconte André Bonet, notamment à travers l'attachante personnalité du bienheureux Maurice Tornay, martyrisé en 1949.

ODILE HAUMONTÉ  
**Le Chemin d'Hélène**

Téqui - 43 p. - 11,80 euros

En 1860, Hélène de Chappotin, jeune fille de l'aristocratie nantaise, prend le voile sous le nom de sœur Marie de la Passion. En 1876, elle fonde un ordre religieux, les Franciscaines missionnaires de Marie, voué à l'évangélisation des populations africaines et asiatiques. En 1899, elle accepte d'envoyer plusieurs de ses filles en Chine. Juste avant qu'éclate la révolte des Boxers. Sept sœurs, françaises, belge, italiennes, y trouveront la palme du martyre. Odile Haumonté ne pense pas que les enfants et les adolescents doivent être tenus à l'écart de drames de l'existence, ni des risques encourus par les vrais chrétiens. Après de beaux romans consacrés au ressuscité de Naïm et à saint Tarcisius, voilà, pour les plus jeunes, merveilleusement illustré par l'abbaye de Rieunette, un récit grave et fort sur la vocation vécue jusqu'au bout.

A.B.

**DES PETITS LIVRES BLANC ET BLEU**

Trevor Greive a connu le succès grâce à un album de photos animalières détournées, *Le Petit Livre bleu*, qui mettait en scène avec humour et tendresse ces situations du quotidien plus ou moins contraignantes dont nous faisons trop souvent des montagnes. Il les dédramatisait. Ce qui n'est pas toujours possible.

Ancien membre des Forces spéciales britanniques, Greive a rencontré, au combat, des situations réellement terrifiantes. Et il sait bien qu'il s'en rencontre aussi dans la vie de tous les jours. Il n'estime pas cependant que fuir ou opter pour la politique de l'autruche soit une façon digne de les affronter.

Sans grands mots, avec des phrases courtes et percutantes, il donne à ses lecteurs une belle leçon de courage, ce qui, de nos jours et dans notre société de mous, de lâches et d'assistés, n'est pas si fréquent. Le plus étonnant de l'affaire, et le plus drôle, étant que les animaux servent, une fois de plus, à enseigner aux humains comment se conduire en hommes.

A.B.

\* Bradley Trevor Greive : *Le Petit Livre bleu* ; *Le Petit Livre blanc pour chasser les idées noires*. Hors collection, 96 et 108 p., 12 et 10 euros.

THÉÂTRE

**L'Antichambre**

de Jean-Claude Brisville

Nous sommes en 1750 et à Paris les Salons donnent le ton. Celui de la marquise du Deffand est un des plus courus. Si l'auteur a titré sa pièce *L'Antichambre*, c'est très judicieusement, car la crise va se nouer, là, à l'entrée du salon de Madame du Deffand, chez sa jeune protégée, Julie de Lespinaisse, récemment accueillie.

C'est une nièce, – bâtarde, nous précise-t-on – que la marquise recueille ; il est vrai que de vilains papillons noirs obscurcissent sa vue, elle a besoin d'une main pour la guider, d'un regard pour ses lectures : Julie fera l'affaire, discrète et serviable. Lorsqu'elle s'éprend d'un jeune Anglais fréquentant le salon, la décision tombe : ce sera non. Le président Hénault, joué par Roland Dumas, fidèle sigisbée de la marquise, prodigue ses conseils, inutiles. Julie

doit obtempérer et souffrir en silence, Danièle Lebrun, notre nouvelle Madeleine Renaud, rend pal-



pable l'angoisse de Madame du Deffand à la vue déclinante et qui perçoit sa perte d'influence au fil des jours. Ne sont-ce pas des allées et venues qu'on entend venant de l'antichambre de Julie ? Et il semble que les familiers, écrivains, philosophes, artistes, tar-

dent à arriver... Que font-ils donc chez Julie ? La jeune fille a des lettres et de l'esprit et retient auprès d'elle les visiteurs de sa tante.

Revanche après l'interdiction d'aimer ou simple escarmouche entre générations ? On ne sait trop. La langue, très XVIII<sup>e</sup> de l'auteur, fait mouche à tous coups. Sarah Biasini prête son ardeur juvénile à Julie : on s'égratigne, certes, sans se blesser vraiment mais l'éloignement adviendra, inéluctable.

Ce huis clos à trois est mis en scène par Christophe Lidon, dans un décor de style, signé Catherine Bluwal et de riches costumes de Claire Belloc.

MONIQUE BEAUMONT

\* Théâtre Hébertot, 78 bis Bd des Batignolles, 75017 Paris. Réservations : 01 43 87 23 23 (sauf lundi).

## Campagnes informatiques

Les élections municipales sont l'occasion pour les candidats de mener leur campagne également sur Internet. Dans la myriade de sites et de blogs disponibles, nous en avons retenu quelques-uns de candidats atypiques.

À Paris, le candidat d'origine chinoise pour le 13<sup>e</sup> arrondissement, Félix Wu ([www.vuedu13.com](http://www.vuedu13.com)), joue sur une certaine ambiguïté : tout en refusant d'assumer une étiquette communautariste, et ne faisant figurer sur sa liste que 20 % d'asiatiques (proportion officielle d'asiatiques dans l'arrondissement), il argue du fait que la communauté asiatique est sous-représentée dans la politique. Et il s'offre le luxe de porter plainte pour propos racistes anti-asiatiques contre Mohamed Sifaoui, pourtant membre du bureau national de SOS racisme.

## Parachutiste

Toujours à Paris, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement, c'est au tour de Jean Marc Restoux ([www.votezjeanmarc.fr](http://www.votezjeanmarc.fr)), ancien SDF, RMiste hébergé par la communauté Emmaüs, de présenter une candidature enracinée, après plus de vingt-cinq ans de mendicité à Saint-Germain-des-Prés. Lui se permet de prendre Frederic Beigbeder comme troisième de liste, et de proposer d'héberger David Martinon, sans liste depuis son retrait aux municipales à Neuilly.

En Haute-Savoie, tout aussi enraciné, Dominique Martin ([www.dominique-martin.info](http://www.dominique-martin.info)), conseiller municipal d'opposition, candidat à Cluses, lance sa campagne avec un clip musical haut en couleur, dans l'esprit bal musette moderne, avec photos du candidat en premier communiant et en parachutiste. Ce qui lui permet de passer à la télévision sur Canal +, d'être applaudi par le public, avant que son appartenance au Front national ne soit révélée. Sur son site, ou il ne revendique pas particulièrement son appartenance au FN, il reprend des clips de rap tournés à Cluses, et montre sa connaissance des dossiers électoraux.

Enfin, on peut terminer le tour d'horizon par une visite au blog du maire de Saint-Jeannet ([www.saintjeannet.com/blog](http://www.saintjeannet.com/blog)), au-dessus de Nice, dont l'unique article explique pourquoi la commune refuse de se faire imposer des logements sociaux pour ne pas déséquilibrer la vie du village, et transformer cette bourgade en village de banlieue.

PHILIPPE ALEYRAC

## PRESSE ÉTRANGÈRE Sarkozy agace...

Nicolas Sarkozy, est l'objet, pour ne pas dire la cible, de nombreux articles dans la presse étrangère. L'étalage de sa vie amoureuse n'y est pas pour rien... Il est pour tous un chef d'État étrange qui surprend, agace et n'attire pas la sympathie.

C'est ainsi que le quotidien *El País* de Madrid le déclare atteint de « la maladie sans doute incurable d'une hypertrophie de l'ego », rejoignant assez curieusement le jugement de Claude Allègre sur Ségolène Royal. Nicolas Sarkozy est également accusé de « se vautrer dans l'exhibitionnisme », de « se comporter comme un ado narcissique », de traiter enfin les uns et les autres « comme le ferait un monarque bilieux et capricieux ». L'auteur de l'article ajoute que « loin de sortir les Français de la dépression et de la décadence, le Président n'a enregistré aucune amélioration de l'économie, qu'il a échoué dans ses réformes » et que « ses seuls triomphes sont ceux d'un sultan en son sérail » qui « rabaisse la république au niveau de la principauté de Monaco ».

Sur cette critique acerbe du quotidien espagnol, son collègue ibérique, le *Diario de Noticias* de Lisbonne renchérit en publiant une virulente attaque de l'ancien président, socialiste il est vrai, Mario Soares : « Six mois ont suffi pour que les Français, avec leur rationalisme cartésien, comprennent que l'erratique, tourmenté et imprévisible Nicolas Sarkozy sera certainement un désastre pour la France. L'exhibitionnisme qu'il pratique, avec ses épouses successives, est étonnant pour un chef d'État et son incapacité à tenir ses pro-

messes, notamment en matière de pouvoir d'achat, explique qu'il ait perdu aussi rapidement la confiance des Français. [...] Mais la perte de prestige de Sarkozy n'est pas bonne pour l'Union européenne, malgré le peu de sympathie que l'on éprouve pour le personnage. »

Un peu moins vif, l'*International Herald Tribune* juge que Nicolas Sarkozy ne sait pas être président et que son « hyperactivité n'a pas produit grand-chose » malgré « ses annonces tonitruantes et ses promesses à l'emporte-pièce ». L'étalage de sa vie privée aurait fait mauvais effet « car la France reste un pays très attaché à la bienséance et les Français ont le sentiment que leur pays en est diminué ». « Car la France est un pays sérieux. » L'article se termine en énonçant que « conquérir le pouvoir est une chose, en faire un bon usage en est une autre » et cite Nicolas Sarkozy lui-même, déclarant à la dramaturge Yasmina Reza : « J'ai rêvé d'être là où je suis maintenant. J'y suis et ça ne m'excite pas. C'est dur. Ça y est, je suis président. Je ne suis plus dans l'avant. » C'est peut-être là le problème auquel il ne trouve pas de réponse satisfaisante.

The *Observer* de Londres se demande si, à Buckingham, Carla Bruni « chantera une chanson » et ajoute que « lors de la visite d'État de Nicolas Sarkozy et de sa nouvelle épouse, Carla, en

## DANS LA PRESSE



Grande-Bretagne, il faudra à Sa Gracieuse Majesté tous ses talents de diplomate pour les accueillir avec le sourire. Il paraît que leur séjour n'est pas sans inquiéter la famille royale. Comme le dit un proche de la Cour « Sa Majesté jouera à la perfection son rôle d'hôtesse, comme toujours, mais il est indubitable que certains craignent que nous ne soyons utilisés comme décor d'exception pour le prochain épisode du soap opéra du président français », car les informations venues de plus en plus Buckingham. »

La reine Elizabeth, apparemment peu enthousiasmée par la récente union de Nicolas Sarkozy, a décidé de ne pas faire de cadeau de mariage, « ce qui pourrait être jugé méprisant à la veille de sa visite officielle ». L'article évoque « l'épreuve » du déjeuner privé avec le couple présidentiel et puis, si Carla joue de la guitare comme elle le souhaite, dit-on, « au moins l'on sait que Sa Majesté a l'art d'accueillir avec courtoisie les spectacles les plus incongrus ». Il n'y a rien à ajouter à ce chef-d'œuvre de roserie typiquement britannique.

Ces attaques de la presse étrangère paraîtront peut-être violentes, certaines mêmes méprisantes – encore ne connaissait-on pas alors l'apostrophe de Nicolas Sarkozy en termes peu choisis à un quidam qui l'avait of-

fensé ! Certes, des critiques analogues sont faites journalièrement en France sans que quiconque se formalise, sauf peut-être les proches de l'intéressé. Mais quels arguments présenter pour la défense du Président ?

ANDRÉ PERTUZIO

## EN FRANCE Déclin de la repentance ?

Rebondissant sur les propositions hasardeuses du président de la République, réagissant à son hommage aux fusillés du Mont-Valérien, certains journaux n'ont pas manqué de revenir sur « le crime inexpiable de Vichy » (*L'Humanité*, 23 février). Pourtant, l'heure n'est plus à la repentance unanime. *Libération* s'en est inquiété le 21 février : critiquant le « docu-fiction » diffusé sur France 2 (voir page 7), l'historien Jean-Louis Crémieux-Brilhac a cru décrypter « un excès de bon vouloir, un désir de bonne conscience patriotique transformé en un film de propagande un film qui devrait s'en tenir aux exigences d'un film d'histoire ».

Sans doute portera-t-il un jugement similaire sur les pages de *L'Express*, dont la une (28 février) salue « ces Français qui ont protégé les juifs » : selon François Dufay, « tout semble indiquer que l'année 2008 marque l'un de ces tournants qui scandent notre mémoire collective » ; le journaliste observe l'émergence d'« une nouvelle vision, moins manichéenne ». Sans entrer dans la controverse historique, on se félicitera de cette (relative) rupture avec l'autoflagellation nationale : réconciliée avec son passé, la France sera plus apte à relever les défis de l'avenir...

G.D.

## LE TROISIÈME ŒIL



## Les Jardiniers du Roi

Et voilà, ce qui devait arriver «est», je n'ai plus de télé : panne sèche, brutale, irréversible ! Aussi depuis quinze jours, le soir venu, dans l'attente d'une livraison, que le marchand m'annonce à chaque appel plus proche, tirées de leur rayon je redécouvre, en paix, quelques pages de Pierre Boutang :

« La moitié du jardinage, et les deux tiers de la politique – de l'art politique – sont affaire de greffe. C'est que « la plupart des arbres ne produisent naturellement que de méchants fruits », ou du moins finissent mal, par l'excès spontané ou l'épuisement de leur nature ; il faut donc ce greffon, ce chirurgien, ce poinçon qui recompose et ravive ; si son nom même est emprunté à l'acte un peu étrange d'écrire, au « graphein de politique » grec, ne négligeons pas le signe : écrire, surtout écrire le politique, c'est greffer, tenter de faire prendre des greffons neufs sur l'ombre sauvage et finalement stérile des opinions reçues. Nous sommes, nous voulons être ces jardiniers-là. Il y a bien assez de chi-

mistes, et surtout d'alchimistes qui travaillent, ou feignent de travailler, à la transmutation magique de la société française. Nous croyons plus sage, plus amusant et fier aussi, de rechercher patiemment quels greffons pourraient, dans certaines conditions espérées, hors de notre seule atteinte, lui faire porter de beaux fruits. »

## Mille greffons

Et, tournant quelques pages encore, j'ai pensé qu'aujourd'hui une de ces greffes, première car nécessaire à toutes les autres, était, avec certitude, cette singulière réconciliation de la France avec elle-même :

« Bref, messeigneurs, oublions un temps que nous sommes cardinalistes ou frondeurs pour n'être plus que mousquetaires. [...] Il nous faut aujourd'hui enterrer nos querelles et tâcher de nous aimer un peu. C'est pour nous le seul moyen d'avoir l'œil vif, le teint vermeil,

l'âme en joie, et pour la France, la dernière chance d'être à nouveau la France. »

Et voici ce que j'ai fini par penser : à chaque fois qu'il fallait redonner du sens aux choses, de la profondeur aux idées, un petit groupe d'hommes bien décidés, libres et de tous horizons, avait toujours su s'organiser afin d'apporter des réponses globales, et non partielles, à la hauteur des crises que traversait la pensée. Hier c'était Confucius et son dictionnaire, bien plus tard ce furent ces Messieurs de Port Royal et l'aventure janséniste ; à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle le temps des idées était au royalisme de combat de *L'Action Française* ; plus proche de nous, *La Nation Française* de Pierre Boutang participa du même élan, de cette presse d'idées, qui lorsque la pensée s'éteint, réinvente le langage pour lui redonner tout son éclat...

Bien humblement, loin de tout désespoir, « daquibondisme », aujourd'hui, telle devrait être notre mission : greffer, sans cesse greffer, faire pousser mille greffons ! Tâchons de nous en souvenir.

DENIS ABOUT



■ Le mercredi 20 février à l'Institut d'Action française, Michel Fromentoux recevait le professeur Gérard Bedel, qui nous a présenté *Maurras et Dante à la lumière du thomisme*. Le rapprochement de ses grands noms, que les siècles séparent, fut l'occasion de révéler, encore une fois, toute la profondeur de la pensée du Maître. Les poètes de Martigues et de Florence n'ont jamais sacrifié les charmes de la muse à la vérité politique. La *Divine comédie* est un guide fidèle qui mène nos âmes

■ Notre association a été la seule cette année à organiser à Nice la traditionnelle journée commémorative de la mort du Roi Louis XVI S.A.R. le Prince Sixte-Henri de Bourbon Parme avait tenu à honorer de sa présence cette émouvante manifestation du souvenir et nombreux ont été ceux qui ont souhaité y participer.

Après une très belle messe tridentine célébrée en la chapelle

### SAINT THOMAS, DANTE ET MAURRAS À L'I.A.F.

des souffrances de l'Hadès à la contemplation béatifique de Dieu. De son périple mystique, Dante nous apporte une leçon oubliée. Des flammes infernales il ne cesse de répéter que la morale, dont dépend notre salut, doit obéir aux lois qui régissent le monde. Ce « **recteur d'intelligence** » nous libère des prestiges de la philo-

sophie allemande qui recouvrent d'une épaisse nuée les principes nécessaires à toute action politique. Maurras avait bien vu que Dante était un parfait antidote à la « **souillure romantique** » et à l'exaltation des inspirations mouvantes de notre conscience.

Une fois libérés de l'impératif catégorique de Kant, une

conversion aux fondements intangibles de la pensée devient possible. La maxime d'Anaxagore nous enseigne que « **l'intelligence gouverne le monde** », l'univers est hiérarchique et ordonné ; l'Aquinate nous apprend même qu'il est soumis à une fin. Un juste retour à l'ordre des choses, à l'obéissance aux lois politiques est la condition indispensable à une restauration de l'intelligence nationale.

IVAN BIRR

### FRANCE ROYALISTE NICE PROVENCE

de l'Archiconfrérie de la Très Sainte Trinité, (vieux Nice) archipleine pour la circonstance, un déjeuner amical réunissait quatre-vingts personnes.

Le succès de cette journée s'est révélé complet avec la confé-

rence unanimement appréciée de M. Pichot-Bravard consacrée à **L'exil de Dieu** dans notre société contemporaine et toutes les conséquences néfastes qui en résultent, d'ailleurs prévues dès 1835 par un écrivain de génie,

Alexis de Tocqueville, souvent cité dans la conférence.

Ce 27 janvier 2008, journée émouvante par l'évocation d'un passé douloureux mais aussi journée d'espérance, si la France affaiblie par la république pouvait retrouver son glorieux passé royal.

JOSÉPHA GUILLEMAIN,  
présidente

### FÉDÉRATION DE BOURGOGNE - SECTION DE DIJON

Tous nos amis sont invités à participer à un déjeuner de rencontre, d'information et de projets pour la formation de la section de Bourgogne :

**SAMEDI 8 MARS 2008**

Sous la présidence d'**Alexandre Boritch**  
président de la Fédération de Bourgogne

Avec la participation de **Philippe Champion**  
directeur de la rédaction de L'Action Française 2000

et de **Madame Peyrerol**

En présence du professeur émérite des universités, **Jean Foyard**  
et du vicomte **François-Xavier du Vigier**

À 12 h 30 au restaurant de l'hôtel Ibis Dijon Arquebuse  
(près de la Gare)

Menu complet : 25 euros

Inscriptions auprès de l'Union royaliste de Bourgogne (CLIP)  
20 rue Auguste Comte, 69002, Lyon

Confirmation par téléphone au 06 62 48 12 31

### INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

MERCREDI 12 MARS 2008

## LA FRANÇAIFRIQUE EST-ELLE MORTE ?

par Jean-François Probst

conseiller de plusieurs chefs d'État africains, compagnon de route de Jacques Chirac, auteur des *Dames du Président* (éd. du Rocher),  
qui répondra à toutes questions sur l'actualité



À 20 h 30, au François Coppée,  
1 bd du Montparnasse, Paris 6<sup>e</sup>, métro Duroc.  
Participation aux frais : 5 euros  
Étudiants et chômeurs : 2 euros

Renseignements :

01 40 39 92 14 ou [iaf@actionfrancaise.net](mailto:iaf@actionfrancaise.net)

### CONFÉRENCES ÉTUDIANTES

Vendredi 7 mars

L'actualité du trotskisme par Arnaud Naudin

Vendredi 14 mars

La Loi et l'Amour par Auguste de Contrepoint

À 19 h 30 aux locaux de l'AF,

10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup> (métro Palais royal)

### LE MONDE ET LA VILLE

#### NAISSANCE

C'est avec joie que nous apprenons la naissance, à Bruxelles le 21 février, de **Basile**, dixième petit-enfant de **M. et Mme Wailliez**. Nous adressons aux grands-parents et parents, M. René Valéry Martins et Mme, née Wivine Wailliez, toutes nos plus vives félicitations et les vœux de bonheur que nous formons pour le deuxième enfant de ce couple.

#### DÉCÈS

Nous apprenons avec une profonde tristesse le décès, survenu le 1<sup>er</sup> janvier 2008, de notre ami **M. Jean-Baptiste Blanpain de Saint-Mars**, dans sa 99<sup>e</sup> année. Les obsèques furent célébrées en la chapelle du prieuré Notre-Dame du Rosaire à Saint-Germain-de-Prinçay, en Vendée, le 4 janvier dernier.

Toute sa vie, il demeura fidèle aux idées de l'Action française et à son journal.

Nous présentons nos condoléances les plus sincères à son épouse Anne et à l'ensemble de ses proches.

#### RECHERCHE D'EMPLOI

■ Jeune ferronnier d'art, 20 ans, diplômé, recherche emploi, région indifférente. Téléphoner au 02 43 98 68 90.

Un site essentiel :

[www.maurras.net](http://www.maurras.net)

**Centre royaliste  
d'Action française**

Association déclarée  
10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris

[www.actionfrancaise.net](http://www.actionfrancaise.net)  
[www.afe-blog.com](http://www.afe-blog.com)

contact@actionfrancaise.net  
01 40 13 14 10

Dans la ligne du mouvement  
fondé par Pierre Juhel

Président par intérim : Stéphane Blanconnet  
Secrétaire général : Thibaud Pierre  
Adjoint : Sébastien de Kererro

Chargés de mission

Formation : Pierre Carvin

Secrétariat général des étudiants :  
Alexandre Apreval

Jean-Baptiste de Laviath - Romain Vindex  
Administration : M<sup>me</sup> de Benque d'Agut

Cotisation annuelle

Membres actifs : 32 €  
Étudiants, lycéens, chômeurs : 16 €  
Bénévoles : 150 €

PASCAL NARI

### Vendeurs volontaires, camelots, commissaires

Recherche tous documents concernant les camelots (souvenirs, insignes, récits). Venez rejoindre nos équipes de vendeurs au service du Roi ! Prière d'entrer en contact avec F. Winkler ([fredericwincler@yahoo.fr](mailto:fredericwincler@yahoo.fr))



»»» SUITE DE LA PAGE 4

duits en anglais, polonais, italien, tchèque et même chinois.

Il participa longtemps aux comités de rédaction de Valeurs Actuelles, de La Vie Française et fut pendant une vingtaine d'années un pilier de Monde et Vie, périodique auquel collaborait activement Danièle Martin de Villemarest.

Il y a trente ans il avait fondé le Centre européen d'information (CEI) bien connu des spécialistes, et publiait sa lettre d'information diffusée dans une vingtaine de pays. Par décision de Pierre et

Danièle de Villemarest, l'essentiel des archives du CEI a récemment été intégré à celles de la Défense Nationale au château de Vincennes. À la fin des années soixante-dix Pierre de Villemarest avait créé avec un certain nombre d'amis la CIRPO, Conférence internationale des résistances en pays occupés. La CIRPO très proche du légendaire Alexandre de Marenches, a apporté une aide précieuse et discrète aux nombreux mouvements de résistance contre le communisme notamment en Ukraine, en Pologne, dans les pays Baltes et plus particulièrement en Afghanistan où

ses émissaires avaient joué un rôle important dans la lutte contre l'occupation soviétique.

Pierre de Villemarest avait accordé à plusieurs reprises de longs et importants entretiens à L'AF 2000 dont le dernier à propos de la Trilatérale, organisation sur laquelle il était un spécialiste mondialement consulté et avait participé à de grandes émissions radio-télévisées, sauf en France où ses opinions anti-conformistes gênaient certains milieux. Ce qui explique le silence des milieux officiels, de la "grande" presse et des médias audio-visuels sur la disparition de celui qui fut un grand

résistant, un historien d'importance et vice-président de l'Association des Anciens des services spéciaux de la Défense nationale, dont il avait été un des fondateurs et était resté très proche jusqu'à une date récente où un accident de santé l'avait obligé à réduire son activité et ses déplacements.

Pierre de Villemarest était un ami sûr et fidèle, un homme de courage et de conviction. Il écrivait ce que les autres n'osaient pas écrire. Ce patriote intransigeant et intègre nous manquera.

MENACE  
PARLEMENTAIRE

Dans un entretien avec Jean Quatremer publié dans Les Petites Affiches (20 février), Jean-Luc Sauron livre une analyse du traité de Lisbonne nourrie d'europhisme. On retiendra surtout son espoir (ou le risque !) d'une "politisation" des élections européennes. Celles-ci pourraient devenir déterminantes pour la formation de la Commission, qui se détacherait davantage du Conseil des ministres. La France semble d'autant moins apte à profiter de l'accroissement des pouvoirs du Parlement que sa représentation y est très éclatée ; « d'où une influence nulle » selon ce juriste, pariant que « les postes de président de la Commission et de ministre des Affaires étrangères iront à un Espagnol et à un Allemand, car ils sont concentrés dans les deux groupes qui dominent le Parlement européen ».

## « RATIFICATION »

Le 20 février, le Parlement européen a approuvé le traité de Lisbonne par 525 voix contre 115 et 29 abstentions. Bien que ce vote soit sans incidence pour l'adoption du texte, France Info a signalé improprement sa « ratification » par l'institution siégeant à Strasbourg. La fièvre euro-péiste des journalistes aura vraisemblablement entretenu leur incompétence.

VELLÉTÉS  
NATIONALISTES ?

En déplacement à Strasbourg le 21 février, le Premier ministre a tenté de rassurer le Parlement européen en affirmant que la présidence française de l'Union, au second semestre 2008, traiterait « des dossiers d'intérêt général » : climat, indépendance énergétique, immigration, défense... Un projet cher à l'Élysée inspire tout particulièrement la méfiance : le député espagnol Ignazi Guardans Cambó craint que l'Union méditerranéenne devienne « un outil aux mains de l'État français pour élargir sa sphère d'influence, au détriment des instances européennes » (mediapart.fr, 28 février). De toute façon, si l'on en croit Hubert Védrine, « contrairement à une idée répandue (le "rôle" de la présidence), avoir à assurer la présidence de l'Union est plutôt un handicap car on peut moins commodément défendre ses propres positions » (Le Banquet, mars 2006). Nous resterons circonspects quant aux résultats escomptés de la "méthode Sarkozy".

G.D.

## Les vents mauvais de l'Union européenne

Pour un royaliste de tradition, l'irrespect manifesté à l'égard du peuple souverain par les représentants dudit peuple, adoptant sous un nom

**Face à la continuité capétienne attachée au bien public, la république a été constamment au service des intérêts étrangers.**

nouveau (traité simplifié) l'essentiel – 98 % selon l'évaluation compétente de Giscard – des dispositions antérieurement rejetées par référendum (constitution européenne), est moins un scandale qu'un symptôme de l'incohérence démocratique.

Car il est impossible de se scandaliser sérieusement d'une manière de faire aussi cavalière à l'égard du suffrage universel, sans constater que le premier responsable est ce suffrage lui-même. Qu'on le veuille ou non, il a bien fallu qu'un certain nombre d'électeurs – j'en connais ! – qui avaient refusé la constitution, aient voté pour le candidat qui la ferait admettre d'une façon ou d'une autre. C'est pousser un peu loin le principe de l'alternance si cher à l'esprit démocratique ; un jour je vote contre une chose ; le lendemain je le fais en faveur d'un homme qui va la mettre en œuvre. N'est-ce pas plutôt ériger la contradiction en principe de gouvernement ?

Les variations des Églises protestantes, jadis épinglées à si juste raison par Bossuet, n'ont, hélas ! rien à envier à celles de l'opinion publique, ressort du suffrage universel, et on est évidemment très loin de la continuité capétienne.



« Notre espérance est royale. »

Ne devrait-on pas surtout conclure à la parfaite inanité d'un centre de décision si aisément manipulable et versatile ?

## Souverainisme

« De toutes les libertés humaines, écrivait Maurras, la plus précieuse est l'indépendance de la patrie », et elle est la plus précieuse, nous le savons, parce qu'elle est la condition des autres. Supprimez cette liberté-là, vous aliénez alors vos intérêts à ceux d'autrui, et il n'y a plus aucune limite à la servitude.

C'est pourquoi le combat dit "souverainiste", celui qui nous oppose de front, nous Français, nous

Européens, à l'Union nommée "européenne" par antiphrase, puisqu'elle vise à dissoudre les nations européennes dans le nouvel ordre mondial à domination américano-atlantiste, est bien notre combat ; et voir aujourd'hui

la république sarkozienne mettre les bouchées doubles en transférant dans le droit français un nombre record des directives bruxelloises à quelque chose de consternant, et plus consternant encore l'indifférence avec laquelle le peuple souverain voit ainsi perpétrer sa mise sous le joug.

## Liquidateur

Car, face à la continuité capétienne attachée passionnément au bien public et à la grandeur de l'État, on peut rendre cette grâce à la république qu'elle a été, avec une constance équivalente, contre le bien public français, contre l'intérêt de ses propres citoyens, gon-

flés de vanité électoraliste, constamment au service des intérêts étrangers.

Le renforcement de l'exécutif européen, et la mise en place, combien discrète ! d'un Service européen d'Action extérieure, en d'autres termes d'un véritable ministère "européen" des affaires étrangères, signent à court terme la disparition de toute diplomatie française indépendante. Cela devra être accompli en 2009. Quel pourra être l'acte final de cette capitulation devant le diktat de l'étranger, alors que rien, sinon l'esprit cosmopolite de trahison, n'y contraint ceux qui se sont, chez nous, si avidement chargés du pouvoir ? Il est facile d'imaginer que selon le plan conçu dans les cénacles où s'est organisée la dernière élection présidentielle, l'abdication de la France ne sera parachevée que par la renonciation de celle-ci à son siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, au profit d'un représentant "européen".

On l'a dit à juste titre : la république, en France, semble être arrivée au terme de son cycle historique, et Sarkozy se présente moins comme un chef de l'État que comme un liquidateur. C'est pourquoi, plus que jamais, et il faudra bien que les esprits s'y habituent, notre espérance est royale.

LOUIS SAINT-JEAN

\* Vous retrouverez dans notre prochain numéro la chronique de Charles Moussay, en déplacement à l'étranger.

## CETTE ANNÉE-LÀ : 1108

## Louis VI, le père des communes de France

Cette année-là trépassait à Melun à l'âge de cinquante-cinq ans le roi Philippe I<sup>er</sup>. Son fils aîné Louis, vingt-huit ans, n'étant alors que "roi désigné", se hâta de se faire sacrer par l'évêque Yves de Chartres, mais avant même qu'il ne devînt le roi Louis VI le Gros, dit aussi le Batailleur, avait affirmé sa volonté d'en finir avec l'anarchie féodale, de mater les brigands, de raser les donjons insolents et de libérer les communications. Assurer la sécurité était pour lui le premier devoir d'un roi. Le peuple allait pouvoir souffler, dans les campagnes comme dans les villes.

Depuis déjà quelques décennies se manifestait le mouvement communal, lourd de belles promesses mais aussi de grands dangers. Les villes s'étaient jusqu'alors développées sous la protection des châteaux forts, mais, profitant de l'augmentation des échanges commerciaux au cours du XI<sup>e</sup> siècle, on avait vu apparaître une "classe moyenne" forgée par le travail et l'épargne, et qui supportait de moins en moins la tutelle,

parfois capricieuse, du seigneur. Depuis déjà quelques générations, estimant inutiles et humiliantes les tracasseries fiscales et judiciaires de l'ordre féodal, des bourgeois se prêtaient mutuellement serment de maintenir eux-mêmes la paix et la tranquillité des individus et des métiers et de garantir ainsi leurs intérêts communs : ainsi naquirent les "communes" revendiquant aussitôt des libertés propres.

Sagesse  
capétienne

Parfois les bourgeois arrivaient à conquérir ou à acheter les droits féodaux, notamment de police, et les seigneurs s'accommodaient tant bien que mal du mouvement, mais quand ceux-ci résistaient, les communes en étaient réduites à devenir insurrectionnelles, comme à Cambrai où le seigneur évêque, estimant cette agitation peu recommandable, l'avait vers 1076 noyée dans un bain de sang.

Dès son avènement, Louis VI comprit, avec une sagesse toute

capétienne, tout empirique, que le mouvement, résultant du progrès économique et de la sûreté rétablie, était irrésistible, mais aussi qu'un ferment insurrectionnel pouvait s'y glisser et porter les communes, livrées à elles-mêmes, à s'ériger à leur tour en nouvelles féodalités. Pour protéger le mouvement contre ses propres excès, il fallait du doigté, chose dont seul un roi, même "gros", est capable, n'étant lié par aucun intérêt ou aucune idéologie.

Il manifesta sa sympathie pour le mouvement en créant lui-même des "villes-neuves" dotées d'une chartre des libertés, dont la communauté rurale de Lorris-en-Gâtinais, affranchie de corvées féodales, allait pour longtemps servir de modèle. Puis il alla soutenir entre autres les habitants de Mantes (lesquels, défendant leurs propres libertés seraient de meilleurs soldats contre le roi d'Angleterre...) ou ceux d'Amiens, les plus aptes à contenir la turbulence des seigneurs de la contrée. À Laon les choses se passèrent mal : les émeutiers poussés par un scé-

lérat nommé Thomas de Marle envahirent en 1112 le palais épiscopal et tuèrent à coups de hache l'évêque caché... dans un tonneau. Seule la justice royale pouvait trancher un tel conflit : Louis VI imposa l'ordre, puis dix ans plus tard, les esprits enfin calmés, il accorda à la ville de Laon tout ce qu'elle réclamait de juste. L'affaire se terminait sans rancune.

Le grand mérite de Louis pendant tout son règne allait être non seulement d'accepter l'espèce de révolution en train de se produire, mais d'en prendre la tête pour en faire valoir ce qu'elle avait de juste. Lui-même et ses descendants qui confirmèrent sans cesse les libertés des villes ont offert à la France l'occasion d'un grand progrès des libertés.

La chose mérite d'être évoquée dix siècles plus tard, à quelques jours des élections municipales, où l'on va voir la politcaillerie républicaine instrumentaliser les plus précieuses libertés reçues de nos rois.

MICHEL FROMENTOUX